

# le prolétaire

M2414-409-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

DEC. 1990  
JANV. - FEVR. 1991

5 FF / 30 FB  
3 FS / 3000 Li

No 409

Face au "Nouvel Ordre Mondial" et son cortège de guerre, d'oppression et d'exploitation

## PREPARONS LA REVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE

La guerre qui, selon les Etats Unis, doit déboucher sur un "nouvel ordre mondial", n'est pas une simple "opération de police", comme dans le cas de Panama ou de la Grenade, où ces opérations avaient entraîné d'ailleurs plusieurs milliers de victimes parmi les populations locales, sans que ni l'ONU ni les pays engagés contre l'Irak ne s'en soient émus. La guerre déchaînée contre l'Irak par les Etats Unis et leurs alliés peut bien apparaître comme une guerre "locale", elle s'inscrit de façon indéniable selon les lignes de force d'intérêts internationaux. Il ne s'agit pas seulement du pétrole ou d'intérêts commerciaux ou militaires d'importance stratégique pour le capitalisme mondial; ni seulement de mettre à la raison un Etat en expansion qui a échappé au contrôle de ses parrains.

Dans cette zone la situation de conflit est devenue pratiquement permanente. En dehors même de l'antagonisme entre Israël et les pays arabes, les conflits entre pays arabes ou entre pays islamiques n'ont pas cessé, malgré tous les discours pan-arabes et pan-islamiques des bourgeoisies locales. Et lorsque la lutte pour le contrôle des richesses, des territoires ou des flux commerciaux, qui est inévitable pour des Etats bourgeois se déroule dans une zone aussi importante pour le capitalisme mondial, chacun de ces Etats ne peut manquer d'avoir une grande puissance ou une coalition de grandes puissances qui le soutient, le dirige ou le combat. Cela ne signifie pas que toute autonomie d'action de tel ou tel Etat soit devenue impossible; cela signifie que toutes les rivalités ou les guerres entre Etats locaux impliquent et reflètent, à un degré plus ou moins grand, des conflits d'intérêts entre grands Etats impérialistes.

La guerre contre l'Irak, bien qu'elle apparaisse comme la guerre de tous les grands impérialismes pour la défense du statu-quo, n'échappe pas à la règle. L'épisode des "plans de paix" soviétiques rejetés par les Etats Unis a montré les divergences d'intérêt de Moscou et de Washington sur la nature de l'ordre à instaurer au Moyen-Orient; les réticences allemandes et japonaises à s'engager dans l'aventure sont un autre témoignage de ces oppositions d'intérêts et l'accord avec les Etats Unis des alliés qui sont présents militairement est un accord donné avec réticence, comme tout le monde le sait. Impérialiste, cette guerre l'est donc parce qu'elle constitue une étape dans le cadre de l'aggravation des rapports inter-impérialistes et dans la préparation d'un nouveau repartage impérialiste du monde, repartage qui ne sera réellement acquis que par une nouvelle guerre mondiale, à l'issue de toute une série de crises et de guerres "locales".

A l'heure où nous écrivons, la guerre dans le Golfe, annoncée comme "courte" et "chirurgicale", dure depuis plus d'un mois et les victimes se comptent déjà par milliers avant même que n'aient commencé les combats terrestres. L'impérialisme américain et ses alliés viennent d'écarter toutes

(Suite en page 2)

## LE CAPITALISME EST RESPONSABLE DE LA GUERRE CONTRE LA GUERRE, VIVE LA LUTTE DE CLASSE ANTI-CAPITALISTE

La guerre qui a éclaté dans le golfe entre l'Irak, puissance bourgeoise régionale, et la coalition des plus grands Etats impérialistes, dirigée par les Etats-Unis, sous l'égide de l'ONU, prétendue organisation de défense de la paix mondiale et véritable **caverne de brigands**, est une guerre pour le contrôle du marché pétrolier et d'une région du monde jugée stratégique et vitale pour les intérêts bourgeois des pays qui y sont engagés.

La "cause palestinienne" ou la "défense de l'indépendance du Koweït" invoqués d'un côté ou de l'autre ne sont que des prétextes hypocritement avancés par les gouvernements bourgeois pour camoufler les véritables motifs de guerre et pour justifier leurs actions aux yeux de leur population. Le régime irakien qui prétend

parler maintenant au nom des palestiniens opprimés a massacré avec la plus grande férocité ses citoyens kurdes qui avançaient la même revendication et réprimé tous ses opposants - sans que cela n'entraîne d'ailleurs la moindre réaction des si moralistes gouvernements français et occidentaux qui soutenaient alors l'Irak. Les gouvernements de la coalition onusienne qui prétendent faire la guerre pour le "Droit" se refusent obstinément à faire le moindre geste sérieux en faveur des masses palestiniennes soumises depuis des décennies à l'oppression et à la répression d'Israël et aussi d'Etats arabes comme la Jordanie ou la Syrie, ou en faveur des jeunes massacrés quotidiennement de puis le début de l'intifada par l'armée sioniste. Les violations de ce prétendu "Droit" commises par les Etats de la coalition anti-irakienne sont innombrables (invasion du Panama, de la Grenade, étranglement du Nicaragua, etc., sans remonter à l'organisation de coups d'Etat ici ou là, à de véritables guerres comme au Viet Nam, pour ce qui est des seuls Etats-Unis) et elles démontrent que ce Droit international n'est que le **Droit du plus fort**.

La France participe à fond à cette guerre, en dépit des mascarades diplomatiques auxquelles elle s'est livrée pour faire croire qu'elle avait "tout fait pour la paix". Le fait que l'Irak était autrefois son allié (à qui elle avait vendu sans compter toutes les armes possibles) ne la gêne pas: pour les capitalistes, il s'agit avant tout de participer à la curée afin d'être présents lors du partage du bu-

tin, quand l'Irak sera écrasé; c'est la raison pour laquelle la Bourse de Paris a salué avec enthousiasme, par une hausse record, le déclenchement de la guerre. L'impérialisme français a montré ce que signifie pour lui le "Droit" en envoyant des soldats maintenir des régimes à sa botte au Tchad, au Gabon, en Centrafrique, au Rwanda ou au Zaïre, en imposant aux Kanaks la renonciation à l'indépendance, etc. Et son porte-parole, Mitterrand lui-même, s'était déjà illustré, lorsque ministre de la Justice, il refusait de gracier des militants luttant pour l'indépendance de l'Algérie, ou, lorsque, plus franc qu'aujourd'hui, il déclarait: "la seule négociation, c'est la guerre!"

**L'ORDRE MONDIAL, C'EST LA DOMINATION MONDIALE DU CAPITALISME  
LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL,  
C'EST LA SOUMISSION A L'IMPERIALISME MONDIAL**

Bien loin d'avoir comme but véritable la souveraineté du Koweït, l'attaque occidentale, qui se donne ouvertement l'objectif de la destruction du potentiel économique irakien, s'inscrit dans le cadre d'un nouveau **repartage impérialiste** du monde. La guerre contre l'Irak est le premier acte de la restructuration des rapports inter-impérialistes dans la phase actuelle marquée par le recul de l'impérialisme soviétique qui sacrifie Bagdad à la promesse de dollars américains. La guerre en cours marque le passage de la politique de la violence potentielle - la **diplomatie** - à l'utili-

(Suite en page 2)

## Le programme du parti communiste révolutionnaire est un bloc unique de principes, de moyens et de buts (1)

La récente transformation du cadavre historique du PCI en un Parti Démocratique débarrassé de l'étiquette de "communiste" qui usurpait sa véritable nature de parti bourgeois, le déclenchement dans le Golfe d'une guerre au service de l'ordre impérialiste, engageant comme dans une répétition générale tout ce que compte le monde bourgeois comme armadas et technologies de guerre, les contradictions toujours plus explosives sur le grand marché capitaliste mondial, la misère croissante qui touche de plus en plus larges couches de prolétaires dans le monde, l'insécurité générale et toujours croissante sur leurs conditions de vie, l'écroulement de "l'empire russe" et de ses satellites, la réapparition de l'Europe centrale comme zone de tempêtes et de troubles et de l'Allemagne comme puissance dominante de cette région, ainsi que bien d'autres faits politiques, économiques, militaires, nous font reparler plus que jamais aujourd'hui de l'anniversaire de la fondation du Parti Communiste d'Italie en 1921 consécutive au Congrès du PSI de Livourne, comme un appel pressant à la classe ouvrière pour qu'elle rompe avec toutes les forces sociales et politiques qui l'ont ou réduite au silence ou condamnée à ne pouvoir se manifester comme classe que par des explosions savamment isolées par tout l'appareil opportuniste et ainsi privées de perspectives de classe qui font des luttes immédiates autant d'expérience directement utiles à l'élargissement, au renforcement et à l'organisation de la lutte de classe.

Lorsque deux ans après la Révolution d'Octobre, et au lendemain de la première boucherie impérialiste, est créée la III<sup>e</sup> Internationale, sous l'impulsion des bolchéviks et de Lénine en particulier, l'objectif des communistes est d'amener la classe ouvrière mondiale à rompre définitivement les mille liens qui la liaient à la bourgeoisie et qui l'avaient entraînée à verser leur sang pour la cause nationale et patriotique. La manifestation politique de ces liens au sein même du prolétariat, fut produite par tous les soit-disant "socialistes"

ayant naturellement cédés aux appels de la guerre ou masquant leur trahison de l'internationalisme des grands principes derrière les vœux pieux d'un pacifisme et d'un neutralisme paralysant pour le prolétariat. Cette rupture était la condition fondamentale et prioritaire pour doter le prolétariat d'une organisation révolutionnaire internationale, chargée de le conduire au renversement de l'ordre et du mode de production capitaliste, par la voie de la révolution, donc par celle de la violence, contre tous les défenseurs de la société bourgeoise, à l'instauration de sa dictature sur les anciennes classes dominantes, passage obligé pour la réalisation du socialisme et ensuite du communisme, société sans classes, sans concurrence, sans salariat, sans militarisme. Contrairement à ce qui s'était passé en France à Tours (en décembre 1920) pour la fondation du PCF, où le problème était d'abord de savoir si les socialistes (dont l'opportunisme n'était plus à démontrer) devaient ou non adhérer à l'Internationale nouvellement créée et porteuse de tous les espoirs du prolétariat révolutionnaire, il s'agissait à Livourne de confirmer l'adhésion des socialistes d'Italie par la création d'un parti communiste défendant sans ambiguïté le programme de la révolution mondiale défini par l'IC. La différence entre ces deux Congrès résidait d'abord dans le fait qu'il n'existait pas en France de fraction communiste organisée et fermement ancrée dans les principes marxistes, alors qu'en Italie se battait la fraction de Gauche, emmenée par Bordiga, pour la construction d'un parti communiste, comme véritable section du parti mondial que constituait l'IC, et qui luttait contre toutes les adhésions à l'IC sur la base de compromis, avec des "réserves" ou avec des grandes déclarations fraternelles cachant les trahisons futures.

Autant la création du Parti Communiste de France se fit sur des bases fragiles car importées par les centristes ou les groupes venant du syndicalisme révolu-

(Suite en page 6)

# PREPARONS LA REVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE

( Suite de la page 1 )

les propositions de cessez-le-feu. Nous ne ferons pas de pronostics sur la possibilité pour le régime baassiste d'éviter une défaite totale, ni sur la volonté réelle de la coalition onusienne d'écraser l'Etat irakien. L'impérialisme est bien conscient des risques de chaos provoqués par un tel écrasement. D'ores et déjà, les Etats voisins s'inquiètent des appétits trop voyants de la Turquie sur le nord de l'Irak riche en pétrole, tandis que les stratèges américains songent aux moyens de contenir un Iran devenu par cette guerre la puissance incontestée du Golfe. Enfin, la perspective de voir l'Irak se transformer en un Liban à la puissance dix et eux-mêmes de s'enliser dans ce bourbier amènent les coalisés à chercher fiévreusement qui pourrait jouer les forces de "maintien de la paix" - entendez les gendarmes de l'impérialisme - sur le territoire irakien

Jusqu'à présent cependant, la coalition impérialiste ne peut que se féliciter du déroulement des événements. Sur le plan militaire, l'Irak n'a pas eu la possibilité d'une riposte aux alliés; sur le plan politique, en dépit de l'hostilité des masses à l'attaque des forces occidentales, il n'a pas réussi à ébranler la coalition, ni à sortir de son isolement. Sur le plan économique, bien que l'importance du conflit ne soit pas encore suffisante pour ranimer une économie en pleine récession, les hausses boursières indiquent bien qu'une certaine confiance est pour le moment revenue.

Les Etats-Unis entendent démontrer par la victoire militaire qu'ils sont toujours une super-puissance ("la seule super-puissance qui reste"), le gendarme capable de punir sévèrement l'audace de ceux qui font de l'ombre à ses intérêts, et capable d'imposer sa loi à ses adversaires comme à ses alliés.

Nous pouvons en donner un petit exemple; une revue américaine écrit : "Alors même que les USA, la Grande-Bretagne et la France coopèrent dans la bataille "Tempête du désert", une compétition féroce a éclaté pour savoir qui empochera les bénéfices économiques" (1). Les allemands, les japonais et les français seront les principaux perdants, selon la revue qui donne comme illustration des déboires français, les pertes, en Arabie

Saoudite, d'un contrat de 3 milliards de dollars par Thomson et d'un contrat de 1,3 milliards de dollars par Alcatel, au profit d'entreprises américaines. Mais les anglais craignent d'être mis dans le même lot à en juger par les protestations officielles du Premier Ministre britannique auprès des Etats-Unis, afin qu'une part du gâteau soit réservée aux sociétés anglaises du bâtiment pour la future reconstruction du Koweït; bien entendu les opérations de reconstruction seront d'autant plus lucratives que les destructions actuelles et à venir seront plus importantes. La guerre fait ainsi tourner les entreprises deux fois: pour la destruction et pour la reconstruction...

Par ailleurs les négociateurs européens se sont émus de ce que les américains utilisent la guerre pour tenter de leur arracher des concessions lors des discussions sur le commerce international (GATT), tandis que les industriels redoutent un "dollar de combat" qui pénaliserait lourdement leurs marchandises, et qu'allemands et japonais sont contraints, bon gré mal gré, de contribuer au financement de la guerre.

Une victoire militaire facile des alliés renforcerait sans aucun doute l'agressivité militaire de l'impérialisme, non seulement contre les velléités d'autonomie des Etats de second rang, mais aussi et surtout contre les aspirations à l'émancipation et les luttes des masses exploitées de par le monde. C'est une nouvelle confirmation de la thèse marxiste classique, selon laquelle la victoire du bloc impérialiste le plus puissant est toujours la pire des solutions pour la lutte de classe, et un nouvel argument en faveur de la ligne marxiste du défaitisme révolutionnaire.

## POUR LA PERSPECTIVE DE LA REVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE

Par le fer et par le feu, par les bombardements de masse et les massacres à grande échelle, l'impérialisme occidental veut assurer les fondements de son "nouvel ordre mondial". Après les tueries de Bagdad il ne lui sera pas aussi facile de faire croire que ce "nouvel ordre" n'est pas, comme l'ancien, fondé sur la terreur, l'injustice, l'oppression et l'exploitation de la majorité de l'humanité. L'impérialisme a lui-même réduit à néant ses discours

sur la paix, le désarmement, la coopération entre les peuples. La "guerre du Droit" n'est que la manifestation du droit permanent à la guerre que s'octroient les grands centres d'accumulation capitalistes dans cette jungle qu'est leur société, et dont les victimes brûlées vives par les bombes "intelligentes" sont le témoignage tragique. "Il faut arrêter Saddam Hussein" pontifient ceux qui croient assuré leur leadership sur le monde, et ils peuvent sans aucun doute vaincre un Etat de la taille de l'Irak.

Mais leur ordre mondial n'est pas éternel et leur domination est lentement mais inexorablement minée par la crise économique qui a déjà conduit le bloc soviétique à la ruine et qui donnera tôt ou tard naissance à une crise sociale au sein même du bloc occidental, lorsque ce dernier ne pourra plus repousser la catastrophe économique. Alors seront réunies les conditions objectives pour la réapparition sur la scène historique du prolétariat, comme classe révolutionnaire en lutte pour la destruction du capitalisme mondial et de son infâme civilisation, et qui fera payer tous ses crimes à la bourgeoisie internationale.

Le renouveau de la lutte de classe révolutionnaire au sein des grands pays impérialistes est le facteur décisif, non seulement pour en terminer avec l'exploitation capitaliste qui y règne, mais aussi pour en finir avec l'oppression, la misère, les guerres et les souffrances de toutes sortes imposées aux masses déshéritées de la planète, écrasées sous le talon de fer de l'impérialisme. Seul le prolétariat des grands pays capitalistes a en effet la possibilité d'affaiblir, puis de détruire, l'impérialisme en s'engageant dans la guerre de classe en leur sein, émancipant ainsi toute l'humanité du joug du capitalisme. Les révolutions bourgeoises qu'ont été les guerres d'indépendance nationale ont pu liquider les vieux modes de production et les rapports de domination archaïques. Dans la mesure où elles réussissaient à créer de nouveaux Etats nationaux et à engager des processus de développement des forces productives, elles liaient toujours plus leurs économies au marché mondial et donc aux centres capitalistes les plus puissants. Une nouvelle domination beaucoup plus insidieuse, mais incomparablement plus solide que l'ancienne, rive maintenant les Etats "périphériques" et "sous-développés" à la hiérarchie des

grands impérialismes, que seule pourra rompre une révolution sociale prolétarienne internationale.

## CONTRE L'ORDRE IMPERIALISTE MONDIAL

Les catastrophes économiques et sociales qui sont le fruit inévitable du capitalisme sous la forme de crises économiques et de guerres, recréent les conditions de la lutte révolutionnaire de classe, y compris dans les pays où la paix sociale semble aujourd'hui la plus assurée. Mais pour que le prolétariat ait alors la possibilité de mettre à profit ces conditions afin de remporter la victoire et d'établir sa dictature de classe, il lui faudra s'être réapproprié, au préalable, ses armes indispensables que sont ses méthodes de lutte, son programme et son parti de classe. Sinon c'est à nouveau la classe bourgeoise qui sortira victorieuse de l'affrontement et qui, à l'issue d'une nouvelle guerre mondiale, réamorçera une nouvelle période de souffrances et de destruction de l'humanité.

La révolution communiste future, qui n'est pas pour demain, mais dont l'échéance se rapproche, doit se préparer dès aujourd'hui, à **contre-courant**, dans l'effort de constituer l'embryon du futur parti communiste mondial, sur les bases du marxisme invariant, vérifié par toute l'expérience des luttes de classe passées, dans l'effort de combattre pied-à-pied les influences bourgeoises réformistes et pacifistes, de tisser les liens mêmes les plus ténus de **solidarité de classe** entre prolétaires de toutes nationalités, de contribuer au maximum à la réussite de toutes les tentatives d'organisation indépendante des poussées de lutte de la classe ouvrière.

Face à l'horreur de la guerre et des bombardements alliés les possibilités d'action des militants d'avant-garde dans cette direction paraissent insignifiantes. Elles sont cependant la seule voie réelle vers la révolution future. Il n'y a pas d'alternative ni de raccourci (que ce soit en s'alignant sur le pacifisme ou sur l'anti-impérialisme bourgeois, pour "toucher les masses") qui ne soit illusoire et en fin de compte désastreux.

(1) "Business Week", du 18 février 1991

# CONTRE LA GUERRE, VIVE LA LUTTE DE CLASSE

( Suite de la page 1 )

sation ouverte de la violence par les bourgeoisies des Etats les plus puissants pour répondre à la déstabilisation engendrée par les crises économiques successives. Sous le capitalisme la paix est toujours basée sur des **rapports de force**, sur des **rapports de domination** entre les Etats et sur des **rapports d'exploitation** entre les classes. Inévitablement la paix bourgeoise se transforme en guerre. Les 45 ans de "paix" que le monde a connu depuis 1945 ont fait officiellement plus de 16 millions de morts dans d'innombrables guerres "locales" à travers lesquelles les grands Etats impérialistes cherchent à assurer leur domination sur les populations colonisées ( de l'Indochine à l'Algérie, de l'Afghanistan à l'Afrique ), et où les diverses bourgeoisies règlent leurs différends dans le sang des prolétaires envoyés au casse-pipes. En dehors de ces guerres "locales", la prétendue "paix" bourgeoise se traduit en misère, en famines et en morts pour les masses exploitées par le capitalisme et l'impérialisme mondial. La folie sanguinaire n'est pas dans Saddam Hussein mais dans cet "ordre" mondial qui, il y a peu, soutenait et poussait l'Irak dans une guerre contre l'Iran, et qui maintenant veut briser l'Irak parce que celui-ci a commis l'erreur impardonnable de se mettre en travers des intérêts impérialistes occidentaux. La folie sanguinaire est celle du **capitalisme**, système qui sacrifie toujours la vie humaine à la recherche du profit, et qui ne peut exister sans engendrer guerres et destructions.

## LE PACIFISME EST IMPUISSANT A ARRETER LES GUERRES. LA SEULE SOLUTION EST LA LUTTE CONTRE LE CAPITALISME

Les appels à la "raison" et à la "conscience universelle" feignent de ne pas voir que ce sont des intérêts bourgeois bien précis qui sont la cause de la guerre; les démarches en faveur de "solutions

négociées" et de "vois diplomatique" feignent de ne pas voir que guerre et négociations ne sont que deux phases liées entre elles des affrontements inter-bourgeois. Parce qu'elles restent dans le cadre des rapports bourgeois et impérialistes, les phrases pacifistes non seulement ne peuvent servir de base à une opposition réelle à la guerre, mais elles aident la propagande militariste: celle-ci s'arrange toujours pour rejeter la responsabilité de la guerre sur l'ennemi qui "ne veut pas la paix" et qu'il faut donc "arrêter" pour ne pas risquer des guerres plus graves, etc. La guerre est ainsi présentée comme le meilleur moyen d'assurer la paix...

La seule façon véritable de lutter contre la guerre passe d'abord par la **rupture de l'union entre les classes, le refus des sacrifices pour "l'économie nationale"** (c'est-à-dire l'économie capitaliste), bref, par la rupture avec la politique réformiste de collaboration entre les classes et le nationalisme économique et politique qui l'accompagne. Comment serait-il possible de refuser et de s'opposer aux sacrifices imposés par la guerre, après avoir accepté les sacrifices demandés au nom de "l'intérêt national" dans la guerre économique ? Comment serait-il possible de résister au chauvinisme belliciste après avoir toléré le racisme anti-immigrés ? Comment serait-il possible de lutter contre l'union nationale dans la guerre après avoir subordonné les luttes ouvrières à la "grandeur nationale" et remplacé l'internationalisme par le nationalisme ?

L'opposition pacifiste à la guerre par le réformisme politique et syndical n'est qu'un leurre: le PCF avait approuvé l'envoi de soldats en Arabie Saoudite, soi-disant pour répliquer à un incident diplomatique commis par des irakiens; il a plutôt soutenu les gesticulations diplomatiques du gouvernement et il se contente de dire qu'il est possible les mêmes objectifs par l'embargo, qui est déjà

en lui-même une mesure de guerre. La Force d'Action Rapide qui est aujourd'hui en action dans le Golfe, après l'avoir été à plusieurs reprises en Afrique, a été créée par personne d'autre que le gouvernement PS-PCF.

La lutte contre la guerre ne peut être qu'une **lutte contre le capitalisme et son Etat**, contre tous les valets de la bourgeoisie et leur influence paralysante sur la classe ouvrière. Le mot d'ordre de paix est mensonger s'il ne s'accompagne pas de la perspective révolutionnaire, car il signifie alors soumission au capitalisme mondial. Seule la **guerre civile internationale** pourra apporter la paix à l'espèce humaine, par la destruction du capitalisme.

**CONTRE LA PROPAGANDE PACIFISTE BOURGEOISE ET REFORMISTE QUI CAMOUFLE LES ANTAGONISMES ENTRE LES CLASSES ET L'OPPRESSION IMPERIALISTE, CONTRE TOUTE COLLABORATION DE CLASSES, PAR LAQUELLE LA BOURGEOISIE ENCHAINE LES EXPLOITES AUX DESTINEES DU CAPITALISME,**

**CONTRE TOUTE ILLUSION DEMOCRATIQUE, DONT LE BUT EST D'ANESTHESIER LA CLASSE OUVRIERE ET DE PARALYSER SES LUTTES,**

**CONTRE TOUTE PARTICIPATION AUX INITIATIVES ECONOMIQUES, POLITIQUES ET MILITAIRES DES CLASSES DOMINANTES,**

les communistes révolutionnaires

- expriment une **rupture claire et nette** avec la politique de la bourgeoisie et de ses valets

- dénoncent en même temps l'insidieuse manœuvre pacifiste des forces qui se disent "marxistes" et qui se refusent à prendre position contre toute guerre bourgeoise

- soutiennent la perspective du **défaitisme** au plan économique et politique en temps de paix, et donc du **défaitisme** sur le plan militaire en temps de guerre et **sur tous les fronts**, contre tout appui à des bourgeoisies supposées progressistes ou anti-impérialistes, par rapport à des bourgeoisies plus puissantes ou plus réactionnaires

**SOUSCRIPTION PERMANENTE**  
- 6<sup>ème</sup> liste 1990 -  
Aub.: 500,- / A.B.: 200,- / Paris: 950,- / Roger: 100,-  
Total liste: 1750,- Total 1990: 14865,-  
- 1<sup>ère</sup> liste 1991 -  
A.B.: 300,- / REN.: 1000,- / Paris: 500,- / Grasse: 300,- / Roger: 100,- / Charentes: 53,-  
Total liste: 2253,-

- agissent pour la rupture complète avec tous ceux qui collaborent avec les forces de la conservation bourgeoise et avec tous ceux qui sont incapables de rompre avec les principes et les méthodes de la démocratie

- considèrent en effet la démocratie comme un des instruments les plus efficaces de la bourgeoisie parce qu'elle nourrit les illusions pacifistes et réformistes et parce qu'elle entrave les capacités de résistance quotidienne et de lutte classiste.

La réponse immédiate des communistes révolutionnaires, s'incarne dans un mot d'ordre général:

**NON A LA GUERRE BOURGEOISE  
NON A LA PAIX BOURGEOISE  
OUI A LA LUTTE DE CLASSE**

Le prolétariat peut combattre efficacement les aventures militaires de "sa propre" bourgeoisie, à condition de combattre sur le terrain de classe. Le prolétariat peut s'opposer de façon vigoureuse aux sacrifices demandés dans les périodes de crise et de guerre, s'il sait refuser les sacrifices demandés continuellement au nom de l'entreprise ou de l'économie nationale en temps de paix, s'il commence à

**ROMPRE AVEC LA COLLABORATION DE CLASSES**

**ROMPRE AVEC LES PRINCIPES ET LES METHODES DE LA DEMOCRATIE**

**ROMPRE AVEC LA RESIGNATION DEVANT LA DOMINATION BOURGEOISE**

**S'ORGANISER DE FACON INDEPENDANTE POUR LA DEFENSE DE SES INTERETS IMMEDIATS ET HISTORIQUES DE CLASSE**

**REPREDRE LA VOIE DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DE CLASSE**

## Les errements de l'"extrême"-gauche

Sans vouloir faire une revue exhaustive des réactions à la guerre des différents groupes politiques qui se réclament du marxisme et de la classe ouvrière, il est néanmoins intéressant de relever quelques unes des principales orientations qui se sont fait jour.

Il y a d'abord un nombre assez réduit de groupes qui ont choisi de prendre le parti de l'Alliance rassemblée autour des Etats-Unis: "Arguments", ou "L'Organisation Politique" (venant de l'ex-UCF), groupes issus de dégénérescences maoïstes qui avaient déjà manifesté leur suivisme par rapport à l'impérialisme occidental et qui reprennent l'argumentaire anti-faciste; "Coup pour coup", qui faisait jusqu'ici dans l'anti-impérialisme populiste; "Rénovation syndicale", rassemblant des militants de tendance "autogestionnaire".

Ce dernier regroupement explique sa position selon laquelle "il faut arrêter Saddam Hussein" par les arguments suivants: nous serions plutôt attirés par une position de type défaitiste révolutionnaire; mais comme il n'existe pas malheureusement pas de force réelle qui puisse garantir une possibilité de réalisation du défaitisme révolutionnaire du côté irakien, cette position reviendrait à faire le jeu de S. Hussein et à permettre sa victoire. Or à tout prendre, une victoire des alliés est préférable, car ce serait une victoire de la démocratie et les possibilités d'action pour les révolutionnaires seraient préservées en Irak même.

Même pour un étourdi, l'argumentation doit maintenant paraître peu convaincante; les Etats-Unis et leurs alliés ne sont pas entrés en guerre pour apporter la démocratie à l'Irak, et sous le tapis de bombes le plus démocratique, les possibilités d'action des révolutionnaires ne sont pas évidentes. Aussi "Rénovation Syndicale", nuance un peu ses conclusions en reprenant le fameux "guerre à la guerre" et en affirmant: "Saddam Hussein, Le Pen, même combat!"; et dans un tract "R.S." appelle les français et les immigrés à "fraterniser pour la paix", sous le signe de la lutte contre S. Hussein et Le Pen. Mais ce n'est pas Le Pen qui bombarde Bagdad, et pour appeler à une union véritable avec les masses arabes malheureusement "perverties" par un "anti-occidentalisme" et un "anti-sionisme primaires", c'est notre bonne démocratie qu'il faut condamner. En fait, ce type d'arguments est typique de l'opportunisme. En 1914 les leaders socialistes français expliquaient qu'au fond d'eux-mêmes ils étaient prêts à s'opposer à la guerre, mais puisqu'en face, les socialistes allemands ne s'y opposaient pas, la "mort dans l'âme", il leur fallait soutenir la boucherie impérialiste; et bien entendu, les socialistes allemands faisaient la même démonstration...

Le raisonnement prenait la force d'un axiome: le pays où le mouvement socialiste est le plus fort, donc le plus proche de la révolution serait le plus affaibli dans une guerre au cas où le mouvement socialiste suivrait une orientation défaitiste; il serait donc battu et la catastrophe militaire paralyserait l'action socialiste elle-même, repoussant d'autant la victoire du prolétariat.

Les bolchéviks avec Lénine démontrèrent que ce raisonnement n'était qu'une tentative misérable de justifier l'abandon des positions révolutionnaires et la **collaboration des classes**, prolétariat et bourgeoisie ayant alors un intérêt commun à la victoire militaire. Comment le prolétariat, après avoir fait le sacrifice de son sang pour maintenir l'union entre les classes au cours de la guerre, pourrait-il avoir la force de rompre cette union dans l'ivresse de la victoire? C'est au contraire en refusant obstinément la collaboration des classes et donc la forme suprême de cette collaboration qui est l'**union sacrée** pendant la guerre, que le prolétariat peut sauvegarder toutes ses chances de profiter de l'affaiblissement de la bourgeoisie causé par la défaite militaire pour la renverser, ou qu'il peut résister du mieux possible à l'enthousiasme chauvin causé par la victoire.

Dans les deux cas, le facteur décisif est l'**indépendance de classe du prolétariat**, et la situation "la plus favorable" pour la révolution est lorsque se conjuguent défaite militaire et cette indépendance de classe. Les savants calculs (en réalité très mesquins) sur l'appui à donner à "notre" armée, parce qu'après tout, "notre" démocratie est plus confortable que le régime des méchants ennemis, ne sont pas autre chose que l'expression de l'atta-

chement en dernière analyse au système social, à l'impérialisme et à son Etat.

Il y a aussi tous ceux qui ne conçoivent l'opposition à l'impérialisme que sous la forme du soutien aux forces opposées, quelle que soit leur nature, ou mieux, en présentant ces forces comme "anti-impérialistes", voire "socialistes". Pour les organisations trotskistes comme "Pouvoir Ouvrier", "Socialisme International", "Le Bolchévik", "L.I.T.", etc, ou une organisation maoïste comme le PCOF, le mot d'ordre est la "défense de l'Irak". Ce soutien à l'Etat irakien se dit bien sûr "soutien critique" (et on a par fois la formule "défense militaire à l'Irak", pour distinguer d'une "défense politique" qui impliquerait un accord politique avec le régime) selon la vieille tactique de l'ex-trême-gauche qui camoufle son suivisme à l'aide de restrictions mentales plus ou moins affirmées. Il est vrai qu'il est difficile de répéter avec le sanglant régime baassiste l'opération consistant par exemple à présenter le Nord-Vietnam comme "la tranchée avancée du prolétariat mondial" ou le Cuba de Guevara comme un bastion du socialisme. (c'est la raison pour laquelle les grands groupes trotskistes, LCR, PCI-MPPT, LO, accusés pour cette raison d'opportunisme par les premiers, préférèrent ne pas trop affirmer publiquement cette analyse, qu'ils partagent pourtant, et tenir un discours pacifiste plus adapté à leurs cheptels respectifs).

A l'appui de leurs thèses, ces groupes n'hésitent pas à faire appel à Trotsky et à Lénine. Ce dernier écrivait au moment de la première guerre mondiale: *"En régime impérialiste, les guerres sont inévitables. Mais par ailleurs les social-démocrates ne sauraient nier la valeur positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres non impérialistes, telles que celles menées de 1789 à 1871 pour le renversement de l'oppression nationale et la création, à partir d'Etats morcelés, d'Etats capitalistes nationaux, ou encore de guerres éventuelles visant à sauvegarder les conquêtes d'un prolétariat victorieux dans sa lutte contre la bourgeoisie"* ("La conférence des sections à l'étranger du POSDR", Oeuvres, Tome 21, p. 161).

Pour Lénine et pour les marxistes donc, les guerres dites de "libération nationale" ont une valeur historique positive, et dans un autre article, Lénine cite l'exemple de guerres de l'Inde contre la Grande-Bretagne ou du Maroc contre la France, qui devaient rencontrer le soutien des socialistes. Il est clair en effet que ces guerres sont l'équivalent de **révolutions bourgeoises**, que le prolétariat a intérêt à voir triompher, même quand il n'a pas encore la force de s'en faire un **trempin pour sa propre révolution**, chose qui fût possible en Russie. Et dans ces révolutions bourgeoises le prolétariat ne doit jamais se contenter de servir de masse de manoeuvre aux forces bourgeoises, ne doit jamais se borner à soutenir la direction bourgeoise de la lutte; il lui faut donc au contraire essayer à tout prix de conquérir et de défendre son indépendance de classe afin de se préparer à renverser la bourgeoisie.

Mais lorsque la révolution bourgeoise a eu lieu, lorsque le capitalisme s'est définitivement implanté comme mode de production dominant, les guerres et les mobilisations nationales perdent tout caractère "positif" du point de vue prolétarien et deviennent exclusivement contre-révolutionnaires. L'annexion du Koweït par l'Irak en a fourni la démonstration par le fait que les irakiens ont soigneusement évité de faire la moindre promesse et d'offrir la moindre perspective aux masses laborieuses vivant et travaillant dans ce pays et qui nourrissent une haine véritable envers la mince classe dirigeante oisive et corrompue.

Mobiliser ces masses aurait constitué un atout formidable face à l'impérialisme et aux Etats du Golfe; mais cela aurait été en contradiction avec les objectifs poursuivis par Bagdad et aurait représenté une lourde menace pour son propre régime. La démagogie pro-palestinienne du régime que personne ne peut prendre au sérieux, ni sa soudaine conversion à l'Islam, ne peuvent être invoqués comme motifs pour soutenir l'Etat bourgeois irakien. Si la solidarité avec les masses irakiennes implique bien d'abord la lutte contre l'invasion et la guerre déclenchées par l'impérialisme occidental, elle ne saurait en aucun cas justi-

fier une solidarité avec un Etat et un régime qui ont été les premiers bourreaux de ce peuple. Pour le dire avec Lénine, seul le bourgeois qui croit et qui désire que les guerres engagées par les gouvernements finissent toujours comme des guerres entre gouvernements, peut réfuter cette distinction.

Le "soutien" si critique ou conditionnel soit-il, à un Etat bourgeois jugé anti-impérialiste ou progressiste contre d'autres est un obstacle supplémentaire à l'apparition de la lutte indépendante, radicale, des exploités. Certes il n'est pas indifférent que l'impérialisme occidental remporte une victoire éclatante, ou soit pris au piège d'une guerre interminable, sa défaite paraissant exclue dans la mesure où il n'a pas à faire une guerre révolutionnaire dans laquelle l'infériorité techni-

que peut dans une large mesure être surmontée par les masses exploitées armées.

Mais ces considérations ne doivent pas faire conclure à un ralliement à l'Etat irakien, "seule force" capable de tenir tête à l'impérialisme et au sionisme, etc.; à moins de se refuser à voir que la **force véritable** pour battre en brèche les Etats bourgeois rivaux et pour en finir avec toutes les oppressions, ne peut se trouver que dans le prolétariat révolutionnaire, rompant enfin sa sujétion aux intérêts bourgeois et nationaux pour se mettre à la tête de tous les opprimés. Et c'est en fait ce que se refusent à voir tous ces groupes qui se disent révolutionnaires mais se placent complètement en dehors du terrain du marxisme authentique.

## Tartufferies du pacifisme

A propos de la crise du Golfe les écologistes font signer une pétition intitulée: "Appel: non à la guerre!". Nous nous en voudrions de priver nos lecteurs de la connaissance du texte de cette pétition, martialement appelée "Engagement":

"Les soussigné(e)s exhortent l'ONU et son secrétaire général à mettre en oeuvre tous les moyens diplomatiques susceptibles de régler pacifiquement la situation actuelle dans le Golfe persique, en particulier en demandant aux gouvernements des pays militairement présents de diminuer l'agressivité de leur attitude"(!).

Hélas! En dépit de sa vigueur les Verts ne peuvent s'empêcher d'avoir un doute sur l'efficacité de cette exhortation; leur pétition continue donc:

"Cependant, dans le cas malheureux où une nouvelle guerre serait déclenchée dans le Golfe, les soussigné(e)s s'engagent à

1. refuser de participer aux actions de guerre ou aux soutiens à la guerre;
2. appeler les populations de leurs pays à s'associer à ces refus;
3. contacter les soldats de leurs pays pour les inciter à refuser de participer à la guerre;
4. intervenir auprès de leurs gouvernements nationaux pour qu'ils cessent leur participation à la guerre."

Certains pourraient peut-être s'imaginer que les Verts envisagent donc de renouer avec les bonnes traditions du défaitisme révolutionnaire, en appelant presque au sabotage de l'effort de guerre, au refus de la discipline militaire, à "tourner ses armes contre ses propres généraux", donc à la rupture du Front, à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, orientation sans laquelle toute phrase pacifiste n'est, selon Lénine, que de l'**hypocrisie**.

La lecture du tract qui accompagne la pétition dissipe tous les doutes éventuels. Après avoir condamné l'invasion du Koweït,

il pose la question: "et maintenant que faire?" et il répond:

"Il faut négocier sans préalable.

Il faut négocier sous le contrôle de l'ONU l'ensemble des problèmes politiques de la région, y compris le problème kurde. Il faut parallèlement discuter d'une véritable politique internationale de l'énergie qui soit à la fois équitable et qui respecte les contraintes écologiques, effet de serre oblige. (...) Disons-le: ce n'est pas le droit international qui motive l'envoi du corps expéditionnaire américain (...). Non seulement la guerre ne résout rien, mais c'est la négation du droit, c'est la négation des principes élémentaires des droits de l'homme. (...) Cette décision a été prise en dehors de tout mandat et de toute consultation de l'ONU. Elle contribue à affaiblir le rôle et la légitimité de cette instance internationale, seule susceptible de faire respecter un état de droit sur le plan international. Elle a été décidée sans consultation du Parlement et elle s'inscrit dans une logique de guerre."

Tout l'argumentaire des Verts appartient à l'idéologie bourgeoise la plus classique; pire, il s'agit exactement des mêmes arguments qui sont utilisés par les puissances impérialistes pour justifier leurs manoeuvres militaires: faire respecter le droit international et les droits de l'homme, rôle de l'ONU. Les Verts apportent ainsi de l'eau au moulin de la mobilisation des impérialistes qui affirment hautement vouloir faire respecter, et si possible pacifiquement, le "droit international", c'est-à-dire les règles de conduite inter-étatiques qui régissent la domination du capitalisme sur l'humanité.

Comme tous les petits-bourgeois pacifistes, les Verts ne peuvent que gémir hypocritement contre la guerre ou l'effet de serre, parce qu'ils ne peuvent ni ne veulent combattre pour renverser le capitalisme. Tartufferie oblige...

## Quelques axes pour une lutte prolétarienne contre la guerre

Les orientations traditionnelles du parti sur cette question étaient ainsi exposées dans une circulaire interne à l'usage des militants, reproduite dans "le prolétaire" no 348 (décembre 1981):

### "INCESSANTE ACTIVITE DE DENONCIATION

"Toute l'organisation doit donc se sentir engagée, et plus tard **mobiliée** dans une incessante activité de dénonciation:

- a/ des dépenses militaires croissantes et de leurs répercussions sur les conditions de vie et de travail des masses laborieuses déjà sérieusement touchées;
- b/ des menées impérialistes non seulement des super-puissances, mais **aussi et avant tout** de la bourgeoisie de notre propre pays;
- c/ des préparatifs de guerre masqués derrière la rhétorique écoeurante des discussions sur la détente et le désarmement;
- d/ de la complicité de l'opportunisme social-démocrate et "national-communiste", qui sacrifie à de prétendues exigences de "défense de la paix" et de "défense du pays contre des interventions extérieures" les intérêts réels du prolétariat et qui jette avec sa politique de solidarité nationale et d'austérité pour "sortir de la crise", les bases de la collaboration entre les classes et d'union sacrée indispensable à chaque bourgeoisie nationale pour lui permettre d'entrer en guerre avec un minimum de consensus ou au moins d'adhésion des travailleurs;
- e/ de tous les arguments avancés pour justifier la participation à la guerre et donc sa préparation;
- f/ de la "militarisation" croissante de la société avec

tout ce que cela implique du point de vue de l'aggravation de la vie en usine et du développement de la répression.

### INCESSANTE ACTIVITE D'EXPLICATION

a/ sur le lien existant entre militarisme et guerre d'une part, capitalisme et impérialisme d'autre part;

b/ sur le caractère non seulement illusoire mais défaitiste (sur le plan de la préparation classiste et révolutionnaire du prolétariat) du pacifisme, des appels "à la raison", aux sentiments humanitaires des puissants de la terre, ou bien aux droits de l'homme et du citoyen; des pétitions et des "marches de la paix" dans leurs innombrables variantes;

c/ sur l'action objectivement **désorientatrice** (et à long terme convergente avec la propagande pour la guerre) de tout mouvement qui, sous prétexte de s'opposer à la guerre et aux forces plus directement responsables de sa préparation, dirige la haine et la colère des grandes masses **contre l'une ou l'autre** des super-puissances, présentée comme étant la seule véritablement belliciste et impérialiste à l'exclusion de l'autre grande puissance ou des puissances mineures. Ces dernières, bien qu'alliées à l'une ou l'autre super-puissance pourraient bien changer de camp à la suite d'un prudent calcul d'opportunité (anti-américanisme ou antisoviétisme qui se présente sous la forme du "neutralisme", ou comme aujourd'hui en particulier de la "troisième voie européenne");

d/ sur l'impossibilité d'"arrêter" les préparatifs de guerre et, à plus forte raison la guerre elle-même autrement que par la **lutte de classe**, une lutte de classe soutenue dans ses aspects mineurs et les plus insignifiants, de façon intransigeante et poussée tou-

( Suite en page 4 )



## Quelques axes pour une lutte prolétarienne contre la guerre

(Suite de la page 3)

jours plus jusqu'à son expression ultime: le **défaitisme révolutionnaire** et la **guerre civile**;

### INCESSANTE ACTIVITE DE PREPARATION

Une incessante activité de préparation des conditions subjectives du point culminant représenté par le **défaitisme révolutionnaire**:

a/ en opposant dès maintenant dans les luttes revendicatives le refus de la solidarité nationale, de la conciliation entre les classes, de l'austérité, etc., au nom du soi-disant "bien commun" et des soi-disant "intérêts supérieurs" du pays, aux campagnes visant à subordonner à ces soi-disant impératifs la défense et l'affirmation des intérêts des travailleurs;

b/ en utilisant **certaines** manifestations contre la guerre, à partir des exigences qui s'expriment à travers elles, pour les transformer en épisode de lutte effective **contre** la guerre et les dépouiller ainsi de leur caractère pitoyablement pacifiste;

c/ en faisant de la propagande autour des points énumérés ci-dessus surtout parmi les **Jeunes**, en tissant des liens organisationnels parmi les appelés, qui sont dans leur majorité des prolétaires, soit directement à travers les articulations périphériques du parti, soit à travers d'éventuels organismes de défense immédiate (...).

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation non plus de préparatifs de guerre mais bien d'une guerre véritable, du type des interventions impérialistes dont la France est coutumière, mais à un degré supérieur d'intensité. Lénine explique que les révolutionnaires doivent s'appuyer sur l'aspiration à la paix existant parmi les travailleurs, l'austérité: les appels à se serrer la ceinture au nom de l'effort de guerre rencontrent l'opposition des éléments les plus combattifs de la classe ouvrière.

En se fondant sur ces déterminations matérielles il est probable de commencer à rompre l'**Union sacrée**, la solidarité entre les classes. Mais cette défense acharnée des intérêts de classe, cette lutte pour les revendications immédiates (salaires, conditions de travail, chômage, etc.) ne peut être envisagée qu'en retournant aux méthodes de classe réelles. Le gouvernement et les patrons ont immédiatement utilisé la solidarité nationale renforcée par la guerre pour demander de nouveaux sacrifices, et faire passer un surcroît d'austérité; les premières conséquences de la récession mondiale qui atteint maintenant la France, et la récession elle-même, sont mises sur le compte de la guerre et en dernière analyse sur celui de Saddam Hussein! Vieille tactique du bouc émissaire (déjà en 1975, la crise avait été attribuée aux émirats pétroliers) qui a pour fonction de préserver la paix sociale et l'union entre les classes contre l'"ennemi": Elle a son corollaire obligé dans la présentation officielle de la communauté arabe comme une 5ème colonne potentielle. Le renforcement de la pression, des harcèlements policiers, du **contrôle** de l'immigration, attise le racisme, approfondit la coupure entre travailleurs français et arabes, crée la peur réciproque des uns par rapport aux autres, et paralyse en fin de compte la résistance de la classe ouvrière à l'offensive capitaliste.

Les nécessités mêmes immédiates des luttes ouvrières impliquent donc le refus de tout sacrifice, la rupture de la dite "solidarité nationale" qui n'est que la reconnaissance par les prolétaires de la primauté des intérêts bourgeois, l'organisation indépendante des bureaucraties syndicales social-impérialistes et attachées à la collaboration de classe, et une solidarité sans failles avec les travailleurs immigrés contre la répression et le racisme. Mais pour arriver à une véritable union entre travailleurs de toutes nationalités, les prolétaires français doivent non seulement se démarquer, mais combattre directement les activités guerrières et toutes les interventions impérialistes de la bourgeoisie tricolore. Une simple orientation pacifiste, même sous un langage radical du style "guerre à la guerre" est insuffisante car elle laisse de côté les racines de la guerre, la domination impérialiste. Pour convaincre les prolétaires immigrés aussi bien que les exploités du monde entier de la justesse du communisme, les prolétaires des pays impérialistes doivent faire la démonstration qu'ils ne s'accommodent ni ne tirent profit de l'oppression impérialiste infligée par "leur" bourgeoisie, mais qu'au contraire, la lutte résolue et sans conditions contre l'ordre impérialiste mondial, contre les oppressions racistes ou nationales fait partie intégrante de leur lutte de

classe. Dans cette optique, il est nécessaire, comme disait Lénine, de comprendre la différence entre le nationalisme des opprimés et le nationalisme des oppresseurs. Une dénonciation formellement juste, mais abstraite qui mettrait sur le même plan ces deux attitudes risquerait de passer pour un simple camouflage d'un accommodement avec l'oppression. La condition impérative pour que la critique des voies erronées dans lesquelles les forces bourgeoises et petites-bourgeoises des pays "périphériques" canalisent les réactions des masses, puisse être entendue, est que cette critique s'appuie sur une lutte réelle contre sa "propre" bourgeoisie oppresseuse et une dénonciation impitoyable de toutes les campagnes démocratiques, pacifistes et nationalistes qu'elles organisent pour se justifier. Des actions du type des

dockers refusant de charger des munitions doivent être saluées et encouragées, à condition de les dégager de leur environnement corporatiste dans lequel voudraient les cantonner les syndicats. Le couronnement de cette orientation est la perspective du **défaitisme révolutionnaire**, ainsi que le redoute la bourgeoisie (voir le communiqué de l'opposition sur l'action des dockers, les articles sur les "traîtres", etc.).

Enfin une opposition à la guerre comprend obligatoirement la lutte contre la militarisation croissante et le flicage généralisé en dénonçant la propagande sécuritaire forcenée pour ce qu'elle est, la tentative d'instaurer un climat de crainte afin de légitimer la présence policière, de susciter un réflexe d'union nationale contre un ennemi de l'ombre et de méfiance envers l'étranger; le sou-

tien aux soldats qui refuseraient de partir - chose rarissime en France, mais beaucoup plus fréquente aux Etats-Unis où l'armée est souvent un refuge contre le chômage, et où les désertions de masse ont déjà eu lieu - et surtout la lutte contre le probable renforcement de la discipline et de l'arbitraire vis-à-vis des appelés du contingent.

Ces quelques axes que nous venons de rappeler brièvement n'ont pas la prétention de constituer une "plate-forme" d'action pour laquelle font malheureusement défaut toutes les conditions d'une mise en oeuvre réelle. Il s'agit bien davantage d'un rappel des principes généraux qui guident l'activité du prolétariat révolutionnaire et de son parti et pour lesquels l'heure n'est encore qu'à la propagande.

## DE LA DEFAITE DE "SON PROPRE" GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPERIALISTE

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre: "Ni victoire ni défaite", adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve "ridicule" ou "absurde" l'idée que les socialistes de tous les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de tous les gouvernements, de "leurs" gouvernements. Par contre, une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes "affaiblissait la puissance militaire" de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de "leurs" gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

### DU PACIFISME

#### ET DU MOT D'ORDRE DE LA PAIX

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participent très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements de la bourgeoisie.

(Lénine, "Le socialisme et la guerre", Oeuvres, tome 21, p.326)

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au prolétaire:** 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. **"Programme Communiste"** (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us\$ 35. **"Il Comunista"**, le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. **"El Programa Comunista"**, le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

## GOLFE: CONTRE LA GUERRE LE PACIFISME EST VAIN ! VIVE LA LUTTE DE CLASSE ! VIVE L'INTERNATIONALISME OUVRIER !

(TRACT DIFFUSE EN SUISSE)

La crise du Golfe démontre une évidence: les grands brigands que sont les puissances impérialistes, à l'Ouest et à l'Est, ne tolèrent viscéralement pas que leurs petits imitateurs locaux fassent preuve d'une quelconque autonomie en matière de rapine militaire. Mais quelles leçons l'impérialisme peut-il donner au sanguinaire Saddam?

Les grandes tirades sur le "droit international" et la "brutalité" du "Hitler du Moyen-Orient", valent-elles mieux que celles de Saddam sur les "justes droits nationaux de l'Irak" et pire, sur la cause palestinienne? Il y a dix ans, lorsque l'Irak lançait ses troupes contre son voisin iranien, les raisons de son offensive n'étaient pas différentes de celles qui aujourd'hui l'ont poussé à envahir l'autre voisin koweïtien. Faire de l'Irak une puissance dominante au Moyen-Orient, implique bien quelques puits de pétrole supplémentaires et un réel débouché sur la mer!

Confrontés aux ambitions de l'Irak, l'impérialisme avait alors répondu par un soutien militaire massif à Saddam, en compensant les déséquilibres trop importants par une aide plus ou moins cachée à l'Iran. L'objectif des vertueux démocrates qui le représente au niveau diplomatique, et qui beuglent aujourd'hui contre le "droit bafoué", était de faire durer la guerre le plus longtemps, et noyer les deux pays sous les cadavres pour, une fois exsangues, les reprendre sous contrôle. Ils ont donc salué la résistance de l'Irak à la contre-offensive iranienne comme une réaction "salutaire", voire héroïque. On peut même dire que s'il n'y avait pas eu le bombardement des populations civiles kurdes avec les armes chimiques, "made in chez nous", les diplomates pourris n'auraient même pas eu trop de contorsions à faire pour justifier la politique de l'impérialisme. Même les compagnies pétrolières se sont félicitées de l'effet régulateur de la guerre sur les cours du pétrole, évitant leur chute trop brutale par une surproduction et renforçant la position des grands alliés locaux que sont le Koweït et l'Arabie Saoudite. L'intervention irakienne retrait donc parfaitement dans les cordes de l'impérialisme, confronté, avec la crise du Liban, à un autre point de fixation des contradictions de l'ordre impérialiste dans la région.

Que l'Irak vole les puits de pétrole sur la rive gauche du Shatt-al-arab n'était en quelque sorte qu'une bonne leçon infligée à l'Iran coupable du crime suprême d'avoir rompu les amarres de ses alliances passées. Mais aujourd'hui, que le même pays, et pour les mêmes raisons, s'en prenne à un pays allié - fût-il celui de capitalistes-féodaux et réactionnaires très éloignés des sacro-saints principes de démocratie - et il devient coupable des pires barbaries et de la plus folle démente. Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne (qui après avoir livré les gaz, livre les chars renifleurs), l'Italie, l'Espagne (qui envoie dans ses vieux rafiot le plus fort contingent de jeunes chômeurs ayant cru trouver un abri social dans l'armée), et toute la cohorte des plus petits cherchant à se placer dans le "bon camp", envoient la plus puissante armada jamais déplacée depuis la dernière guerre impérialiste mondiale.

L'intervention militaire de l'impérialisme est totalement liée au contrôle du pétrole au Moyen-Orient et des pays qui le produisent en lui assurant de véritables réserves stratégiques pour baisser le prix du baril, l'Arabie Saoudite et le Koweït en premier lieu. Les réserves de la région atteignent d'ailleurs 660,3 milliards de barils, contre 352,6 pour le reste du monde. Ces réserves ont toujours été l'obsession de l'impérialisme, français et anglais d'abord, puis américain ensuite, après la 2ème guerre mondiale. Mais ces réserves dorment sous une véritable poudrière sociale, provoquée par le découpage colonial de la région, la création de l'Etat pied-noir d'Israël, la mise en place

d'hommes de paille à la solde de l'impérialisme à la tête de bon nombre des Etats créés par les états-major de l'impérialisme, la relégation des palestiniens aux rangs de réfugiés à vie et la misère des grandes masses cotoyant l'opulence tapageuse de quelques anciens seigneurs du désert.

La défense des intérêts stratégiques de l'impérialisme dans le Golfe prend aujourd'hui une ampleur inégalée, mais qui ne nous surprend pas, parce que l'équilibre capitaliste international est devenu d'une fragilité extrême. La moindre défaillance, autrefois bénigne, de la machine capitaliste fait craindre son total grippage. Lorsque l'impérialisme parlait il y a quelques mois du "droit international", c'était bien à son "nouvel ordre mondial" qu'il pensait. A l'heure où de grandes redistributions des cartes dans les rapports de forces entre capitalismes concurrents se profilent à l'horizon, les plus puissants font entendre leur voix par le tonnerre des canons, déclarant ainsi à la face du monde qu'ils font toujours la loi et sauront encore l'imposer à l'avenir par la force s'il le faut.

Après les discours doucereux sur le désarmement et la fin de la guerre froide, l'intervention au Golfe montre clairement aux prolétaires que le **capitalisme n'est jamais en paix** et que derrière les colombes se préparent toujours les guerres de demain.

### POUR UNE REELLE RIPOSTE ET LUTTE DE CLASSE CONTRE LA MOBILISATION GUERRIERE DEL'IMPERIALISME

Il n'est donc pas difficile de démontrer par les faits que la croisade de l'impérialisme contre Saddam n'est qu'un rideau de fumée pour cacher ses manoeuvres sordides de maintien de l'ordre, de son ordre. Mais, parce que les illusions démocratiques n'ont jamais été aussi enracinées, l'attitude que doivent prendre les prolétaires d'ici, face à l'intervention militaire, mérite plus d'une explication. Face aux partisans, velléitaires ou non, de la guerre à tout prix contre l'Irak, les voix des plus démocrates se sont élevées, "indignées", appelant les grandes puissances à la "raison" et réclamant de ceux-là mêmes qu'ils ont portés au pouvoir une "politique de paix".

Chaque fois dans l'histoire que se pointe à l'horizon les risques d'une grande conflagration militaire provoquée par les concurrences inter-bourgeoises, les démocrates petits-bourgeois, apeurés par un mécanisme qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en route par leur credo et soutien à la société du capital, ravivent le fatal mot d'ordre de "paix" et de "dialogue". Face à l'armada cuirassée de l'impérialisme, ils agitent vainement le symbole de la colombe et pour les plus hardis, réclament, tout verbalement et démocratiquement, le "retrait des troupes". Mais par quels moyens comptent-ils donc y arriver, sinon par de platoniques appels à "l'opinion publique" et par d'impuissantes pétitions?

Le propre de l'impérialisme est de cacher sa nature réelle derrière le masque de la démocratie (Universelle ou parfois encore Populaire), et de noyer dans celle-ci toutes les réactions potentielles des prolétaires. Le pacifisme (dont le fondement est le réformisme) ne contribue pas à arracher ce masque, au contraire il renforce et décuple l'illusion qu'il ne peut y avoir de changement autrement que dans le cadre de l'Etat bourgeois, par une transformation progressive et douce de celui-ci. Même lorsqu'il réclame "l'abolition de l'armée" (mot d'ordre étranger à la tradition ouvrière révolutionnaire et marxiste), il s'empresse de préciser que cela n'est pas contradictoire avec les intérêts supérieurs de la nation et ne remet pas en question le cadre légal de l'Etat. Les formidables tensions militaires dans le Golfe ne sont pas le résultat d'une "mauvaise politique" de l'un ou de l'autre des protagonistes. Elles reflètent l'Etat d'un monde capitaliste profondément

## GOLFE:

malade de ses contradictions et pour qui la potion militaire tend à devenir le remède ultime et inévitable à ses fièvres. Réclamer pieusement des Etats bourgeois qu'ils veulent bien cesser leurs querelles, c'est vouloir limer les dents du lion!

Le combat que la classe ouvrière doit mener ici contre le militarisme bourgeois et qui est la meilleure aide et solidarité avec les prolétaires du Moyen-Orient et d'Irak en particulier, passe nécessairement par l'indépendance totale de classe et s'oppose radicalement à toute illusion de pouvoir le détruire sans détruire l'ordre social, économique et impérialiste du capital. C'est le lion qu'il faut abattre.

Aujourd'hui, alors que se rapprochent les grondements de la guerre, c'est cela que nous rappelons à tous les prolétaires. Contre la guerre de rapine, comme celle du maintien de l'ordre impérialiste que se livrent aujourd'hui grandes et petites puissances bourgeoises, ils doivent opposer leur propre perspective de guerre de classe.

Au militarisme bourgeois, ils doivent opposer leur propre perspective d'armement de classe. Aux illusions pacifistes, ils doivent opposer la nécessité d'une lutte ouvrière sans compromission quelconque avec les intérêts de l'impérialisme, ni dans les objectifs ni dans les moyens de lutte, et la nécessité absolue de la mobilisation et de l'organisation des jeunes prolétaires sous les drapeaux, sur les bases de l'antimilitarisme de classe et du défaire révolutionnaire.

Contre tous ceux qui voudraient faire une croix sur le passé révolutionnaire du prolétariat et des principes qui ont guidé ses luttes passées, pour y substituer une infâme bouillie d'"alternative multicolore", mais pour tous ceux qui sont convaincus que c'est dans cette tradition qu'il faut rechercher les justes orientations d'action des prolétaires face au militarisme bourgeois, nous rappelons en conclusion ce que la III<sup>ème</sup> Internationale Communiste déclarait aux jeunes prolétaires à son II<sup>ème</sup> Congrès (1921), à propos des revendications pacifistes sur la "paix" et le "désarmement":

*"Mais la revendication du désarmement est en-*

*core contre-révolutionnaire parce qu'elle tend à dissimuler à la classe ouvrière la nécessité qui s'imposera à elle dans tous les pays de régler par les armes ses comptes avec la bourgeoisie; parce qu'elle éveille les illusions d'une évolution pacifique vers le socialisme, empêche la propagande et les préparatifs révolutionnaires nécessaires des ouvriers, tandis que la bourgeoisie reste, dans la possession illimitée des armes, toujours prête à les employer contre les ouvriers"*

*"Le mot d'ordre de l'Internationale des Jeunes, c'est "Désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat"*

C'est toujours dans cette perspective que nous appelons les prolétaires à se battre contre le militarisme et la guerre, ou les préparatifs de guerre, de la bourgeoisie.

### VIVE LA SOLIDARITE ET L'INTERNATIONALISME DE CLASSE!

Nous sommes au seuil de l'an 2000, et l'unique progrès que l'on peut mettre en avant, pendant toute la période historique de contre-révolution stalinienne, est certainement la formation d'une classe ouvrière dans la quasi totalité des pays moins avancés ou retardés sur le plan capitaliste. Ce formidable développement nous laisse espérer qu'à la toute puissance de l'ordre impérialiste mondial viendra s'opposer la puissante union des luttes des prolétaires de tous les pays, dans un mouvement de classe compact, qui aura jeté définitivement aux orties les pièges et les fausses perspectives réformistes, pacifistes et collaborationnistes. Un mouvement de classe de ce type n'existe pas aujourd'hui. Mais c'est l'unique objectif à suivre et à défendre pour poser concrètement les conditions de l'affrontement de classe dont l'enjeu sera la prise du pouvoir. Tout autre perspective conduira la classe ouvrière dans les bras de la bourgeoisie.

L'ennemi pour le prolétariat est et restera avant-tout sa propre bourgeoisie nationale, qui confrontée aux poussées révolutionnaires du prolétariat se transformera en ennemi sans scrupules "démocratiques", qui s'alliera avec ses pires ennemis d'hier pour unifier ses forces contre le mouvement des prolétaires.

Pour les prolétaires d'ici, l'ennemi principal n'est pas Saddam, mais leur propre bourgeoisie; pour les prolétaires d'Irak, l'ennemi n'est pas non plus d'abord Bush, mais aussi leur propre bourgeoisie liée ou non au dictateur Saddam. Mais les prolétaires d'Irak ne peuvent pas se passer de la solidarité la plus ferme de leurs camarades d'Occident. N'oublions pas qu'avec la monstrueuse armada de l'impérialisme à leur porte, toute révolte de leur part contre l'ordre de Saddam qui se placerait sur le terrain de la totale indépendance de classe, attirerait contre elle les foudres brûlantes de la coalition démocratique "anti-Saddam"!

Les prolétaires d'Occident ne doivent donc pas se ranger derrière les sirènes pacifistes et démocratiques qui ne chantent que pour la défense d'intérêts bourgeois. Les prolétaires du Moyen-Orient ne doivent pas, de leur côté, se ranger derrière ces mêmes ensorceleuses, ni derrière la soit-disante résurgence d'un anti-impérialisme panarabe, aux accents essentiellement religieux, qui ne les conduirait pas à une guerre de libération nationale progressiste (historiquement plus à l'ordre du jour), mais à devoir se soumettre encore et toujours aux intérêts de la bourgeoisie et du capital nationaux, déjà constitués et développés.

Les prolétaires du Moyen-Orient qui souffrent de la plus grande misère, d'une exploitation capitaliste bestiale, doublée d'une oppression nationale pour les palestiniens, et qui maintenant pour ceux d'Irak subissent encore une fois le feu de la guerre, n'ont pas besoin de plats discours sur la paix et la négociation. Ils ont besoin que les prolétaires d'Occident rompent les mille liens qui les unissent à leurs bourgeoisies respectives, à leur nation et à leur défense de l'entreprise, pour que puisse se préparer le terrain des futurs grands affrontements de classe et se forge une réelle solidarité internationale de classe.

**CONTRE LE MILITARISME BOURGEOIS ET SES VALETS REFORMISTES!  
CONTRE LES GUERRES BOURGEOISES ET IMPERIALISTES, VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES!**

comme l'ultime, inégalable et impérieux résultat de la science, ou plutôt de la raison.

Ce qu'il n'accepteront jamais de reconnaître c'est, pire encore, qu'un Etat dont les fondements sont constitués par "le système de représentation de la démocratie" - justement parce que (selon ces Messieurs) le triomphe du capitalisme sur le féodalisme a mis sur le même plan tous les citoyens, en attribuant aux opinions et "libre-choix" le même poids sur la balance des décisions concernant l'ensemble de la société civile - soit et ne puisse jamais être, comme nous l'affirmons, que "l'organe de défense des intérêts (matériels de surcroît, alors que les bourgeois sont les chevaliers de l'esprit) de la classe capitaliste". Au contraire et toujours selon leur vision des choses, il est l'organe de la "volonté populaire", synthèse à son tour des volontés individuelles des personnes libres, égales et souveraines ( et même fraternelles), dont se compose l'actuelle société. Il est donc, sur le plan exécutif comme législatif, l'incarnation des intérêts supérieurs (spirituels bien avant que matériels) à toutes les classes, sectes, catégories, groupes de pression, etc. En définitive, il est l'incarnation des intérêts de la majorité des citoyens, c'est-à-dire, merveille des merveilles, non pas des riches en particulier, mais des pauvres, non pas des employeurs mais des sans-travail, non pas des exploités mais des exploités, non pas des capitalistes, mais des travailleurs salariés.

A leur tour, les réformistes classiques ou d'obédience stalinienne, qui tout de même se gardent bien de nier l'existence des antagonismes de classe et admettent tirer leurs racines dans les "contradictions entre les forces productives et les rapports de production", partagent avec les "purs" bourgeois la ferme conviction que :

- **Primo**, ces antagonismes, loin de croître toujours plus dans le cours du développement capitaliste, tendent toujours plus à s'atténuer et donc de cette façon peuvent être toujours plus atténués grâce à un travail de réforme incessant, vigilant et pondéré.

- **Secondo**, l'Etat - qu'ils ne nient pas être à l'origine l'instrument de la classe dominante - tend de plus en plus à devenir l'instrument pour le bien de tous, à être le véhicule neutre des aspirations communes de toute l'humanité, et à adapter ses structures - dont font partie le gouvernement et le parlement, ainsi que la police, la magistrature et l'armée, l'école et l'église, les moyens d'information et d'endoctrinement, etc. - aux tâches et fonctions diverses, mêmes opposées à celles pour lesquelles il est né.

Au contraire, à la lumière du marxisme, l'Etat bourgeois, dont la forme la plus typique est celle de la représentation démocratique, est bien celui décrit dans le paragraphe 2 du programme de Livourne, et il ne peut en être autrement. Mettre l'Etat au service du "passage au socialisme" est un rêve vain et désarmant. De cela, on en déduit dialectiquement que:

**"3. Le prolétariat ne peut briser ni modifier le système des rapports de production dont découle son exploitation sans la destruction violente du pouvoir bourgeois"**

"La violence est l'accoucheuse de toute nouvelle société grosse d'une nouvelle société", dit Marx à propos des méthodes utilisées par les bourgeois, forts de la puissance de l'Etat, pour donner le départ de l'accumulation primitive du capital.

Quant aux bourgeois et à leurs porte-paroles idéologiques, ils admettent tout de même que la violence ait pu être nécessaire pour instaurer, sur le plan économique comme politique, non pas leur propre domination, mais celle des Lumières, des Principes Eternels, de la Démocratie universelle. Mais, à les écouter, d'une part cette désagréable nécessité leur a été imposée à leur corps défendant par l'entêtement avec lequel les seigneurs féodaux et en général l'ancien régime s'agrippaient à leurs privilèges, et d'autre part, une fois assuré le triomphe de la Raison, c'est-à-dire du capital, l'humanité aurait atteint les plus hauts sommets de son histoire, et ne pourrait aller plus haut encore. Il n'y aurait rien de plus ni de mieux à construire. Il n'y aurait plus qu'à procéder graduellement sur cette nouvelle voie historique, en jouissant pacifiquement des acquis mérités. Ainsi, toute violence susceptible de perturber l'harmonie de l'ordre établi est condamnée du haut de la chaire, et réprimée dans la rue avec la force, mais parée des atours de la légalité et de la justice.

Quand aux opportunistes lâchés dans les rangs de la classe ouvrière, ils ont d'abord découvert qu'on ne peut pas détruire l'Etat bourgeois par la force, parce qu'on est en position de faiblesse face à l'ennemi sur ce terrain, parce que ce n'est pas nécessaire, la démocratie nous ayant généreusement offert la voie des réformes, enfin parce qu'on n'en a pas le droit, soit parce que la loi morale nous l'interdit (Cette "loi" qui veut la paix et pas la guerre, la force de la conviction plutôt que la violence, la vie et non la mort), soit parce qu'on détruirait des richesses que le socialisme mérite d'hériter.

Laisser tomber la force et la violence, pour défendre la liberté, l'égalité et la fraternité démocratiques

( Suite en page 6 )

# Le programme du parti communiste révolutionnaire est un bloc unique de principes, de moyens et de buts

( Suite de la page 1 )

tionnaire (et donc aux tendances anarchistes peu disposées aux centralismes bolchéviques), autant la formation du PC d'Italie se déroula dans la clarté théorique, programmatique et tactique.

La bataille menée par les communistes d'Italie pour constituer un parti révolutionnaire à l'abri de toutes les tentations de type centriste de jeter des ponts entre la société bourgeoise et la dictature du prolétariat, de proclamer le rôle d'avant-garde du prolétariat mais de se réfugier derrière les classes bourgeoises et petites-bourgeoises dès que le prolétariat s'affirmait dans la lutte comme classe indépendante, de brandir les illusoire lois démocratiques dès que

s'abattait la violence bourgeoise, de clamer sa ferveur internationaliste, mais de se réfugier derrière toutes les "spécificités nationales" pour lui échapper dans les faits, a permis la constitution à ses débuts d'un véritable parti de la classe ouvrière. Les leçons de cette bataille sont toujours plus actuelles et doivent toujours plus être rappelées dans notre propre lutte pour la constitution d'un parti communiste authentiquement révolutionnaire.

Le texte que nous publions ci-dessous est traduit et extrait de notre brochure en italien, produite en 1981 à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation du PC d'Italie ("Avanti, verso la Rivoluzione Comunista Mondiale").

présentée par Turati, mais aussi avec le passé du centre de Serrati, barricadier en paroles mais passant aux compromis et sabotage de toute action de classe en réalité, il s'agissait alors (et il s'agit toujours pour nous aujourd'hui, qui sommes occupés à retisser la trame du parti communiste mondial), d'appliquer aux questions de principes, soulevées par la crise de l'ordre social bourgeois, les réponses définitives, valables pour toutes les périodes et pour tous les pays. Cela n'a donc pas de sens de parler de parti de classe si on se tait, ou pire si on nie, qu'un tel parti existe seulement en tant qu'organe de la préparation de la conquête révolutionnaire et de l'exercice dictatorial du pouvoir en fonction du passage au communisme; donc de l'unique condition pour maintenir intact tout le patrimoine programmatique confirmé dans les thèses de la III<sup>ème</sup> Internationale, et d'en suivre les enseignements à chaque pas sur le chemin.

Commémorer l'acte de naissance du PC d'Italie signifie, ou remettre sur ses bases tout ce que cinquante ans d'abjuration révisionniste et de stalinisme ont fait basculer dans son contraire, afin de gagner un droit de cité dans la société bourgeoise, ou n'est rien d'autre que de verser quelques larmes hypocrites en "hommage au cher disparu".

### LES DIX POINTS DU PROGRAMME DE LIVOURNE

En quels termes la fraction communiste au Congrès de Livourne posait-elle les principes du communisme et l'acceptation intégrale des conditions d'adhésion à la III<sup>ème</sup> Internationale? Bref mais précis, le programme résume en dix points les seules bases sur lesquelles peut se constituer l'organe politique de la classe ouvrière dans sa lutte d'émancipation, et que nous reproduisons avec quelques commentaires des-

tinés surtout aux jeunes prolétaires, militants et à ceux qui ne connaissent pas notre courant:

**"1. Dans l'actuel régime social capitaliste, un antagonisme toujours croissant se développe entre les forces productives et les rapports de production, prenant ses origines dans les contradictions d'intérêts et de lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante."**

**"2. Les rapports de production actuels sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois, qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de la défense des intérêts de la classe dominante."**

Les deux paragraphes forment un tout unique. Comme Marx l'écrivait à Weydemeyer le 5 mars 1852, "ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient décrit l'anatomie économique".

Ce que les bourgeois ne peuvent ou ne veulent reconnaître, alors que c'est la base même de notre doctrine, c'est que "l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production", et donc ne cesseront d'exister qu'avec celles-ci.

Ce qu'ils n'accepteront jamais de proclamer, comme nous le proclamons nous, et bien qu'ils le sachent tout de même, c'est que le pouvoir de l'Etat bourgeois a la tâche de protéger et de défendre non pas les éternels principes et valeurs providentiellement étendus à tous les individus par leur révolution, émancipatrice du genre humain des sombres ténèbres du Moyen-Age et du féodalisme, mais les "rapports de production actuels", qu'ils considèrent d'autre part



### Le programme du parti communiste révolutionnaire est un bloc unique de principes, de moyens et de buts

( Suite de la page 5 )

menacées, voilà leur conclusion finale. Mais la violence prolétarienne appelle à les balayer comme des ignobles mensonges et des chaînes aux pieds de la classe exploitée.

Avec le Manifeste de 1848, le communisme a démolit toutes les idéologies pacifistes, progressistes, gradualistes, en revendiquant pour les prolétaires, qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes, non pas le "droit", mais l'exigence historique fondamentale de les balayer comme eux seuls peuvent le faire, avec la violence de classe organisée, et en le proclamant sans détours ("les communistes n'ont rien à cacher").

En ce qui concerne la violence de classe organisée, rajoutons que si en fait la force élémentaire de la classe ouvrière réside dans le nombre, il est d'autant plus vrai que "le nombre ne pèse sur la balance que quand il est uni par l'organisation et guidé par la conscience" (Marx). Ces deux facteurs de volonté et de conscience, seul le parti de classe peut les lui donner.

"4. Le parti politique de classe est l'organe indispensable de la lutte révolutionnaire.

naire du prolétariat [la conscience du but final et de la voie pour l'atteindre].

"Le Parti a la tâche de défendre dans les masses la conscience révolutionnaire, d'organiser les moyens matériels d'action et de diriger le prolétariat dans le développement de la lutte".

Dans la théorie marxiste, la question de l'Etat et celle du parti, sont deux questions centrales. La reconnaissance et la proclamation de la nécessité d'abattre l'Etat bourgeois nous distingue des réformistes. Celles de la nécessité d'instaurer un pouvoir d'Etat prolétarien nous distingue des anarchistes. Celles enfin de la nécessité du parti comme guide, non seulement "intellectuel" et "moral", mais physique et organisateur de la classe dans la lutte pour la conquête du pouvoir et de son exercice dictatorial, nous distingue tant des anarchistes, que des amateurs de la "spontanéité" ouvrière, des "conseils" ouvriers comme recette idéale de gouvernement et comme miroir fidèle de la "volonté des masses", et enfin plus généralement, des anti-autoritaires de toutes espèces et couleurs.

Le parti de classe est, comme le rappellent les "Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien" de mai 1920,

"Le Parti Communiste, réunissant en soi la partie la plus avancée et consciente du prolétariat, unifie les forces des masses ouvrières [l'organisation] et les oriente des luttes pour les intérêts particuliers et pour les résultats immédiats vers la lutte pour l'émancipation révolutionnaire

l'organe de direction de la lutte révolutionnaire dans "le conflit de toute la classe prolétarienne contre toute la classe bourgeoise", "qui réalise l'organisation consciente de l'avant-garde du prolétariat qui a compris la nécessité d'unifier son action, dans l'espace en dépassant les intérêts des groupes, catégories ou nationalités particulières, dans le temps en subordonnant au résultat final de la lutte les avantages et les conquêtes partielles qui ne modifient pas l'essence de la structure bourgeoise". C'est seulement dans le parti et à travers le parti que le prolétariat, selon les paroles de Marx dans le Manifeste, "se constitue en classe". C'est seulement grâce à ce guide, qui synthétise toutes les poussées élémentaires de la classe exploitée et centralise toutes ses luttes, que le prolétariat "se constitue en classe dominante". C'est pourquoi, Trotsky a dit dans un passage important des "Enseignements d'Octobre" que, "sans le parti, en dehors du parti, en se détournant du parti, avec un succédané de parti, la révolution prolétarienne ne peut vaincre".

L'exigence cruciale du parti, surtout en période, comme celle de l'après-guerre de 1918-1921, où le sous-sol social du capitalisme entre dans un mouvement tourbillonnant, apparaît en toute évidence dans les lignes du Programme de Livourne:

"5. La guerre mondiale, causée par les contradictions profondes et implacables du système capitaliste, qui produira l'impérialisme mo-

derne, a ouvert la crise de désagrégation du capitalisme, dans laquelle la lutte de classe ne peut se résoudre que dans le conflit armé entre les masses des travailleurs et le pouvoir de l'Etat bourgeois".

Mais l'exigence du parti comme condition nécessaire au résultat victorieux de l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir central et de l'instauration de la dictature prolétarienne, n'est pas dépendante d'une situation où les deux courbes (sociale et politique) du mouvement d'émancipation de la classe ouvrière pourraient objectivement se rejoindre. Mais, et à plus forte raison, elle s'étend à toutes les phases qui la précède, même les plus lointaines. Dans ces phases, l'organe-parti, ne regroupant toujours et nécessairement dans ses rangs qu'une minorité de la classe (et quelques transfuges des classes dominantes), travaille pour étendre son influence dans les rangs des travailleurs, non seulement avec la propagande, le prosélitisme et l'agitation, mais avec la participation directe aux luttes pour des objectifs partiels et immédiats, avec la contribution à leur organisation, avec la démonstration dans les faits de la double nécessité de les conduire de manière radicale et conséquente et, sans les nier, de les dépasser dans une lutte générale, non plus seulement de défense mais d'offensive, non seulement économique mais politique, non seulement immédiate mais finale, contre la domination bourgeois.

( à suivre dans le prochain numéro )

### Fructueuses démarches de l'ANC auprès de la bourgeoisie mondiale

Depuis sa libération des geôles sudafricaines, Mandela, le leader de l'ANC, multiplie les tournées mondiales pour renforcer le soutien à la lutte contre l'apartheid.

Nous avons expliqué plus d'une fois que pour l'ANC et cie, cette lutte n'aurait pas au delà de la perspective bourgeois d'une réforme du capitalisme sudafricain. Et donc le soutien que recherche l'ANC à l'étranger ne peut pas être le soutien de classe des prolétaires en lutte contre le capitalisme mondial, mais au mieux le soutien humaniste et interclassiste des "démocrates" en vue de raisonner la bourgeoisie d'Afrique du Sud.

Mais la tournée de Mandela en Asie cet automne montre que le but essentiel de ces voyages est tout simplement de recueillir des subsides auprès de la bourgeoisie mondiale.

Lors de sa venue au Japon, Mandela a été traité comme un chef d'Etat et il a fait un discours devant les deux chambres du Parlement. Cependant, Mandela n'a pas caché sa "déception" devant l'attitude du gouvernement japonais, lors d'une conférence de presse le 30 octobre. Les journalistes lui ont demandé s'il faisait allusion aux remarques racistes du ministre de la Justice, qui avait comparé les noirs américains aux prostituées qui "ruinent un environnement". Poliment, le représentant de l'ANC a déclaré que c'était là une affaire intérieure japonaise; le problème venait plutôt de ce que le gouvernement japonais n'a pas accepté de donner à l'ANC l'aide de 25 millions de dollars demandée par Mandela. Durant sa tournée "l'Inde nous a répondu en donnant 5,8 millions de dollars. En Indonésie nous avons demandé 10 millions de dollars; nous les avons eus. L'Australie a donné 15 millions de dollars" (1).

Le premier ministre avait répondu à Mandela que le Japon n'avait pas l'habitude de fournir une "assistance directe" à des partis politiques; mais peut-être pourrait-il fournir une aide à l'ANC par "l'intermédiaire d'une organisation comme l'ONU".

La prudence du gouvernement nippon vient de ce que le Japon est l'un des plus gros investisseurs étrangers en Afrique du sud; il lui faut éviter de paraître soutenir trop ouvertement un camp ou l'autre. Mais nul doute que Mandela a du essayer de faire comprendre qu'une venue de l'ANC au pouvoir serait une garantie de paix sociale et de contrôle des prolétaires sudafricains.

Quoi qu'il en soit cet épisode est une nouvelle démonstration de la nature anti-ouvrière de l'ANC (et du PC qui en est le dirigeant): Dis-moi qui te paye et je te dirai qui tu sers...

(1) International Herald Tribune, 31/10/90.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI

" LE PROLETAIRE "

" PROGRAMME COMMUNISTE "

" IL COMUNISTA "

" EL PROGRAMA COMUNISTA "

### IL COMUNISTA

No 24 - Octobre 1991

- Golfo persico : le classi dominanti, in un mondo sempre più "piccolo" sono sempre più spinte a "risolvere" i loro contrasti con la guerra - La lotta per la rendita petrolifera in Medio Oriente - URSS : nuova negriera - L'Italia dei gladiatori - PCI : Una cosa sinistra - Fisionomia del Kuwait - Lotte operaie nel mondo - Accade ogni giorno... - La tattica comunista, coerente, inequivocabile, ferma, è questione ardua ma decisiva per la corretta ed efficace azione del Partito di classe - Le prospettive del dopoguerra, in relazione alla piattaforma del Partito (1945) - Palestina: il solo squilibrio è l'ordine imperialistico - "Teppisti" a Chicago - Dalla Francia: dopo Carpentras - La Rivoluzione francese e gli inizi del movimento operaio

### il comunista

organo del partito comunista internazionale

Summary of the magazine's content, including sections on the Persian Gulf, oil rents, USSR, Italy, and various international news items.

### PROGRAMME COMMUNISTE

No 91 - Juin 1990

Prix de l'exemplaire : 25FF / 140FB / 10FS / 5000Li / 10DM / 450pts / USA et Canada \$4 / Am. latine \$1

Commande à Ed. Programme

### programme communiste

#### SOMMAIRE

- Table of contents listing articles such as 'A LES... DERRIERE L'OMNIPRESENTE REVENDICATION...', 'COURS DE L'IMPERIALISME MONDIAL', and 'SUR LE FIL DU TEMPS'.

#### CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

Text describing the party's revolutionary stance and its commitment to the working class.

# SUR LE FIL DU TEMPS EGLISE ET FOI, INDIVIDU ET RAISON, CLASSE ET THEORIE

Pour éclaircir la question de la religion, après les événements du foudroiement islamique dans les écoles, nous avons publié dans les derniers journaux, plusieurs textes classiques, notamment des extraits de textes d'Engels et de Lénine, ainsi que deux articles de la Gauche italienne, dont un article de la série "Sur le fil du temps". Nous continuons cette rubrique dans ce numéro, par un autre article de la série du "Fil du temps".

Dans le but identique de procurer les arguments doctrinaux nécessaires au travail politique de direction des peuples, deux sources bien différentes et bien éloignées viennent d'énoncer des positions qu'il est intéressant de comparer.

Les revues politiques russes se sont mises à publier des écrits de Staline - et dans ce cas comme dans celui de l'encyclique dont nous parlons plus loin, peu importe que ce soit des écrits personnels ou le fruit du travail d'une commission de rédacteurs - qui répondent à des interrogations de militants de parti.

Un de ces textes se réfère à des questions absolument fondamentales, comme le cycle historique de l'Etat, la victoire du socialisme dans un ou plusieurs pays; d'autres touchent des questions intéressantes mais moins générales, comme la langue, les dialectes, la phonétique. Leur fonction commune est de clarifier les idées des militants qui pouvaient avoir perçu des contradictions entre différents textes de parti, par l'affirmation sèche de la thèse suivante: la science et la doctrine marxiste élaborent des solutions continuellement changeantes dans les diverses situations historiques, puisque le marxisme, comme il est dit plusieurs fois dans ces écrits, "ne connaît pas de conclusions et de formules immuables, obligatoires pour toutes les époques, pour toutes les périodes; il est l'ennemi de tout dogmatisme, de tout talmudisme".

L'autre texte auquel nous faisons allusion est plus récent, c'est l'encyclique papale "Humanitas generis", qui procède à une véritable mise au point théorique rigoureuse par rapport aux différentes écoles modernes contemporaines; tout en montrant que l'orthodoxie catholique n'exclut pas, dans son sens précis, l'emploi du raisonnement et le développement de la recherche scientifique, cette encyclique aboutit à la réaffirmation de l'immuabilité des vérités fondamentales et des textes sacrés, avec une intransigeance qui a embarrassé les milieux catholiques les plus enclins aux concessions et aux compromis avec ce monde moderne d'agnostiques et d'hésitants. "Aucune vérité que l'esprit humain a pu découvrir par une recherche sincère peut être en contradiction

avec la vérité déjà acquise, parce que Dieu, somme de la vérité, a créé l'intelligence humaine non pour qu'elle oppose chaque jour des vérités nouvelles aux vérités sûrement acquises (nous rectifions un peu le texte des agences qui ont mal traduit l'original latin, que nous n'avons pas à notre disposition), mais pour que, après avoir éliminé les erreurs qui se seraient éventuellement insinuées, elle ajoute de la vérité dans le même ordre et avec la même organicité que nous constatons dans la nature même des choses d'où découle la vérité".

Nature, humanité et idéologie ont toutes été données unitairement in principium et les textes révélés ne peuvent être rénovés et rectifiés; le dogme est obligatoire selon la forme donnée par le rite officiel; au point que dans cette phase d'hésitations générales, de doutes, de conversions et d'abjurations, l'Eglise n'hésite pas à en promulguer un nouveau, l'ascension au ciel du corps de Marie, sur lequel, si nous ne nous trompons pas, la controverse était jusqu'alors admise. Voilà les positions de Rome.

Dans l'autre cas, au contraire, Moscou affirme que les textes sont rectifiables sans aucune limite au fur et à mesure qu'on dispose de nouveaux apports de l'expérience, de l'histoire et de la science; au sommet de l'organisation on peut énoncer à chaque pas une nouvelle "vérité", différente de celle à laquelle l'organisation était auparavant tenue de croire; "était tenue", parce qu'il ne s'agit pas de laisser à chaque adhérent la faculté d'avoir sa propre doctrine de l'Etat, du socialisme ou de la linguistique, et la faculté d'en changer à volonté. Ceux qui ne sont pas d'accord avec la théorie une fois rectifiée sont en effet tenus de quitter le parti. On peut quitter un parti, on peut en être expulsé et la consigne disparaît alors. On peut aussi quitter l'Eglise, d'ailleurs; nous ne voulons pas parler d'aujourd'hui, mais nous occuper de ces têtes pleines d'une tranquille autorité.

Aucune de deux positions ne convient au mouvement prolétarien marxiste.

HIER

La position marxiste par rapport au problème religieux a été trop souvent confondue avec celle de la bourgeoisie révolutionnaire naissante et prise comme un simple sous-produit du rationalisme et de l'athéisme avec ses conséquences anticléricales réunissant bourgeois "progressistes" et prolétaires socialistes.

Selon les schémas de la méthode "progressiste" (cent fois plus opposée au marxisme) que le pire des "talmudismes" cela signifiait attendre le jour heureux où la bourgeoisie intelligente et laïque se sera débarrassée des curés, de l'Eglise et de



# Partout dans le monde: Les enfants versent larmes et sang sur l'autel de l'exploitation capitaliste

Avec la guerre du Golfe, les sirènes de la démocratie, les chantres du droit, les adorateurs des "droits de l'homme", les inconditionnels de la "Justice et de l'Égalité", etc, n'ont pas cessé de faire entendre jusqu'à la nausée leur grande cause humanitaire et démocratique. A les entendre, leur cause lorsqu'elle est bafouée par un "dictateur mégalomane", mérite que s'abattent toutes les foudres militaires du monde "civilisé" et démocratique! Cette guerre vient à point nommé, car il devient de plus en plus difficile de masquer aux prolétaires que le capitalisme, associé à la démocratie comme mode de gouvernement, n'engendre pas un développement harmonieux entre les hommes, ni ne satisfait aux exigences matérielles et sociales de la vie pour tous et sur un plan d'égalité, ni ne protège les plus faibles en priorité, mais au contraire produit quotidiennement son lot de misère, d'esclavage, de capital, de martyrs et se nourrit de cela même que ses agents idéologues se targuent de dénoncer. Les journalistes, les chroniqueurs, les philosophes et tous ceux qui ont fait profession de laver le capitalisme contre tout défaut de nature, ne pourront pas éternellement cacher la vérité aux prolétaires.

Les "abus" qu'ils dénoncent parfois, ne sont pas des dérapages regrettables qu'un effort particulier pourrait corriger, ou qu'une meilleure application des principes de la démocratie pourrait éliminer en douceur et "pour le bien de tous". **Non, le capitalisme est par essence un mode de production dont la survie dépend de l'exploitation des forces de travail ouvrières et dont l'existence est fondée sur la concurrence entre les hommes, les entreprises, les nations, les blocs, cartels et autres monopoles.** Il ne peut pas engendrer l'harmonie, mais seulement la misère, le sang, les larmes.

La seule raison qui puisse guider le capitalisme, et qui est une raison matérielle et non morale, est la nécessité permanente de l'exploitation de la force de travail ouvrière pour la réalisation du profit. Pour cela le capitalisme ne recule devant rien. Exploitant jusqu'au bout les "ressources" que

lui offre la misère qu'il engendre, le capitalisme réduit au rang de véritables esclaves, sur lesquels le maître possède le droit de vie ou de mort, toutes les couches marginalisées du prolétariat. Parmi celles-ci, les enfants abandonnés à la rue par leurs parents que la misère et le désespoir le plus profond poussent à ces actes extrêmes, sont une des proies les plus faciles pour toute cette racaille de bourgeois abreuvés des bonnes paroles démocratiques et de discours sur l'égalité!

L'exemple du Brésil, pays entré dans le club des nations démocratiques, mais qui a toujours eu la bienveillance (dictature militaire ou non) de l'Occident donneur de leçons, reflète cette évidence.

Le travail et l'exploitation des enfants à toutes sortes de fins, le profit des patrons, la main d'oeuvre des gangs, l'esclavage sexuel (dont profitent tant les ignobles "touristes" bien civilisés de nos contrées démocratiques, en mal de sensations "exotiques"), sont répandus sur toute la planète à une vaste échelle. Mais le Brésil détient en la matière une des plus sinistre palme.

Dans "Le Monde" du 2 février, le correspondant du journal dans ce pays écrit que: "Sur près de 60 millions d'enfants brésiliens, 20 millions vivent dans la misère, 9 millions sont à l'abandon, livrés à eux-mêmes, un demi-million d'entre eux au moins se prostituent et plus d'un millier ont été tués l'an dernier (...) Selon l'Institut national de la statistique (IBGE), 2 millions d'adolescents, entre dix et dix-sept ans, travaillent sans recevoir de salaire et 1,7 million perçoivent un demi-salaire minimum, soit l'équivalent d'environ 150 francs".

L'Etat est donc obligé de "gérer" cette misère dont l'ampleur menace les quartiers "nobles" des grandes villes et dont les conséquences générales sur la stabilité et le contrôle social peuvent devenir plus néfastes que les avantages que tire le capitalisme de cette situation. Au Brésil comme ailleurs (en France y compris) les moyens sont classiques. D'un côté la répression brutale, de l'autre les flics en jeans, éducateurs sociaux, bonnes volontés, Eglise, etc, chargés de faire rentrer

dans le rang les bandes de jeunes organisées en gangs pour les besoins les plus élémentaires de survie.

L'Etat brésilien ne s'embarrasse pas de scrupules pour "régler" la question. S'appuyant sur les escadrons de la mort, formés en général de policiers et de militaires agissant sous couverture de leur hiérarchie, ou même (toujours selon "Le Monde") sur "certains secteurs sociaux professionnels", il procède à l'exécution pure et simple des enfants de la rue, comme un garde-chasse contrôle son cheptel par l'abattage annuel des bêtes surnuméraires relativement à la surface de leur territoire.

Face au carnage perpétré par ses hommes de mains, Fernando Collor, l'actuel président du Brésil, peut dormir tranquille, il fait partie du club des démocrates que "l'opinion publique" a appris à respecter! Il ne sera pas dénoncé comme un esclavagiste, ni comme un bourreau, ni comme un assassin. Il agit selon les méthodes bourgeoises habituelles de la démocratie: d'un côté elles mettent en avant les aspects "présentables" de la société capitaliste, ceux de la "liberté", du "droit", de la "Constitution", de l'"égalité", etc, de l'autre elles cachent la réalité du capitalisme, celle de l'exploitation, de la terreur, de la faim.

Le Brésil ne détient pas l'exclusivité de l'exploitation et de l'esclavage des enfants; de l'Amérique latine à l'Asie en passant par "nos" bonnes vieilles démocraties, le monde bourgeois ne manque pas d'exemples de souffrances de ce type.

Au Guatemala en particulier sévit la même répression des enfants de la rue. Arrêtés par les flics officiels ou par les vigiles, quand ce n'est pas aussi, comme au Brésil, par les escadrons de la mort, ils subissent les pires tortures avant d'être achevés, ou relâchés pour les plus chanceux. Les témoins éventuels de tels massacres sont menacés de mort eux aussi pour garantir leur silence.

La "palme" de l'exploitation et de l'esclavage des enfants revient certainement à l'Inde, où les estimations chiffrées à environ 100 millions d'entre eux le nombre des exploités au travail. Ils font l'objet d'un véritable marché de la main d'oeuvre dont les règles sont les plus barbares. Souvent retirés à leur famille, dans le besoin financier le plus élémentaire, contre un "prêt" de quelques 100 francs, ils consacreront leur "salaire" au remboursement de ce prêt, dont les taux d'intérêt grimpent jusqu'à 200 %.

Employés dans les travaux les plus pénibles, ils

subissent l'arbitraire le plus total de leurs patrons (pour ne pas dire de leurs "propriétaires"), travaillent 12 heures par jour dans des conditions d'hygiène et de sécurité insupportables, sont frappés par la silicose pour ceux travaillant dans les mines (ardoises par exemple), se détruisent les poumons dans les atmosphères les plus polluées de vapeur chimiques toxiques, s'aveuglent à travailler dans la pénombre, détruisent leur vie dès leurs premières années.

Tout cela se déroule avec l'assentiment des notables locaux qui tous y trouvent, directement ou indirectement, un profit quelconque.

Les démocrates les plus hypocrites répondront toujours qu'il ne s'agit que de cas particuliers et extrêmes, propres à des pays venus depuis peu seulement à la démocratie, et "qu'il ne faut pas généraliser"; mais la violence du capitalisme sur les enfants n'a pas d'exclusivité. Même les nations les plus "civilisées" (en fait celles qui vivent le plus sur le dos des autres) ont leur cota d'exploitation du travail des enfants. Le dernier exemple en date nous vient du Canada. En 1979, le gouvernement du Québec, a promulgué une nouvelle loi sur "la santé et la sécurité au travail", mais en omettant de proroger l'interdiction du travail pour les enfants de moins de 16 ans, âge de la scolarité minimum. Les braves parlementaires pensaient peut-être que la morale démocratique suffisait à repousser le spectre de l'exploitation des enfants.

En fait, profitant du vide juridique, les patrons de toutes tailles et de tous genres, se sont jetés sur l'aubaine, proposant des "jobs" aux adolescents à des salaires les plus modestes, mais en les justifiant comme argent de poche ou revenus accessoires. L'AFP nous apprend donc que "Les enfants de 10 à 16 ans sont de plus en plus nombreux à travailler en dehors des heures de classe, y compris, dans certains cas, la nuit et en usine, au Québec, où la loi n'interdit plus explicitement le travail des mineurs".

Et pendant ce temps, il y a quelques semaines, à New-York, les chefs d'Etats, sous l'égide de l'ONU, signaient la Charte proclamant les "droits des enfants"! ! !

Le capitalisme n'a rien d'autre à offrir, et ce n'est pas le changement de tel ou tel homme politique à la tête de l'Etat, ce n'est pas l'application de réformes au système, ce n'est pas l'appel à la bonne conscience des hommes, ce ne sont pas les discours lénifiants sur les "droits de l'homme" (et des enfants!) qui le changeront. La société bourgeoise secrète les pires ignominies, elle ne mérite que la destruction.

## L'Algérie, la guerre, le pétrole et une classe ouvrière qui doit trouver son chemin de classe indépendante

Pour l'Algérie, 98% des ressources proviennent du pétrole, 70% des ressources alimentaires sont par contre importées. Les difficultés de financement de ces importations sont donc proportionnelles à la chute ou à la montée des cours du prix du brut.

De plus, dans la situation de marché dominée par les producteurs comme l'Arabie Saoudite et le Koweït, le pétrole ne sera plus rentable à l'exploitation d'ici une quinzaine d'années. Le gaz dont les réserves couvrent 70 ans d'exploitation, peut remplacer le pétrole, mais la concurrence est vive sur ce marché et les affaires difficiles!

Parmi les produits agro-alimentaires importés figurent des matières de base comme les céréales, les produits laitiers, les matières grasses et le sucre. L'échec de la politique agricole du capitalisme algérien peut se mesurer de différentes manières, mais deux chiffres suffisent: 60% des agriculteurs ont plus de 50 ans, mais 75% des chômeurs ont entre 16 et 23 ans!

Le gouvernement algérien peut se targuer d'avoir le plus fort taux de scolarisation des nations arabes, mais le taux de réussite au bac n'était que de 23% en 1985, le reste des lycéens étant marginalisés dans un chômage qui frappe 41% de la population active masculine.

Le service de la dette représente 41,2% des recettes à l'exportation. Au chômage, à la pénurie, à la vie chère, au poids de la bureaucratie toute puissante et à la répression s'ajoute une crise du logement: les bidonvilles poussent dans toutes les

grandes villes, constituant ainsi une véritable bombe sociale supplémentaire.

Voilà en quelques mots le tableau "idyllique" du "socialisme algérien" et voilà dans quel contexte économique national l'Algérie a abordé la crise du Moyen-Orient.

L'Algérie (l'Etat bien entendu) a gardé dans la guerre du Golfe une position "neutre", attendant sans doute de voir le vent tourner, s'inquiétant face aux mouvements des masses, prêtes à s'embarquer pour la cause de l'Irak, et sachant aussi certainement que la guerre briserait le fragile alignement des pays "frères" derrière l'impérialisme occidental et qu'à ce moment là il serait toujours opportun de redéfinir son alignement.

Mais comme d'autres pays producteurs de pétrole, qui étaient en opposition constante avec la politique de surproduction de l'Arabie Saoudite et du Koweït et la baisse des prix du baril qu'elle entraînait, l'Algérie se frotte les mains de la nouvelle situation des marchés, qui a fait monter de 10 à 15 dollars le prix du précieux liquide.

Pour l'Algérie seulement, les 6 derniers mois de l'année passée, lui ont permis d'accumuler 3 milliards de dollars supplémentaires. La dette extérieure étant de 25,5 milliards et le remboursement annuel de 8 milliards (80% des recettes d'exportation), autant dire que la manne est la bienvenue à Alger où le ministre de l'économie, Ghazi Hidouci, accélère le processus de privatisation de l'économie.

Le passage de l'économie "socialiste" à l'économie libérale prévu en 1993 a donc été ... avancé à 1991!!!

Pour les prolétaires d'Algérie, cela ne signifiera pas une amélioration des conditions de vie, pas plus qu'un allègement du poids répressif de l'Etat. Seule une mobilisation constante contre la répression, l'exploitation et les fausses alternatives de l'Islam, leur permettront de se défendre comme classe aux intérêts inconciliables, contre toutes les

actions anti-ouvrières de l'Etat et des patrons.

De multiples forces politiques se disputent la place algérienne et courtisent les prolétaires et masses laborieuses. Parmi celles-ci, les nouveaux chantres de la démocratie à la sauce algérienne (avec une petite pincée de Coran) que sont les Ben Bella et Aït Ahmed ne doivent pas faire illusion aux prolétaires. "El Badil" (la revue benbelliste) a beau expliquer que: "Les salariés doivent signifier au pouvoir leur refus de se laisser mystifier et utiliser l'arme de la grève pour défendre leur pouvoir d'achat", la réalité est qu'ils seront les premiers à brader les grèves qu'ils appellent si démagogiquement aujourd'hui dès que la bourgeoisie en place leur fera une ouverture pour un strapontin et qu'ils seront aussi les premiers à imiter leurs "ennemis" politiques du FLN d'aujourd'hui, dès qu'ils auront des responsabilités au niveau de l'Etat ou dès que le prolétariat agira pour son propre compte. A ce moment-là, ils s'uniront en un seul bloc avec tous les autres ennemis de la classe ouvrière.

La guerre du Golfe et l'anti-impérialisme national qu'elle suscite, n'a pas fait apparaître un mouvement d'opposition classiste à la guerre. Les prolétaires doivent d'abord s'arracher à l'influence de l'islam et des démocrates pour porter leurs luttes sur un terrain fertile pour l'avenir de la lutte de classe.

### CORRESPONDANCE:

**POUR LA FRANCE** : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE** : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE** : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

## "El programa comunista" reprend sa publication

Avec la crise politique qui a secoué, en 1982, le parti dans les bases mêmes de son organisation, s'est interrompue la publication de notre revue théorique en langue espagnole, "el programa comunista". Cette revue assumait un rôle important en direction de l'Espagne et de l'Amérique latine.

Depuis cette disparition, le besoin de republier cet organe s'est fait sentir avec insistance, notamment dans notre travail de propagande et de défense de nos positions politiques avec les différents contacts en Amérique latine et pour relancer une activité de propagande vers l'Espagne.

La republication de "el programa comunista" nous réjouit donc particulièrement, et nous nous efforcerons de publier deux revues par an, afin de pouvoir non seulement fournir les éléments théoriques et programmatiques pour la défense des positions, des buts et des principes du communisme, mais aussi d'apporter des réponses politiques aux événements faisant l'histoire immédiate des luttes du prolétariat ou du cours du capitalisme et de la société bourgeoise.

Au sommaire de cette revue:

- Programa comunista reanuda su publicación
- Imperialismo, chovinismo, antimperialismo de clase
- La reconquista del patrimonio teórico y político de la izquierda comunista pasa también con la reappropriación de la praxis del partido correcto
- Que significa hacer el balance de las crisis del partido?
- Lo que distingue a nuestro partido
- El programa del Partido Comunista Internacional